



2020/0374(COD)

7.7.2021

PROJET D'AVIS

de la commission des affaires économiques et monétaires

à l'intention de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs

sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique (législation sur les marchés numériques)
(COM(2020)0842 – C9-0419/2020 – 2020/0374(COD))

Rapporteure pour avis: Stéphanie Yon-Courtin

(*) Commission associée – article 57 du règlement intérieur

PA_Legam

JUSTIFICATION SUCCINCTE

Contexte

En décembre 2020, la Commission européenne proposa deux initiatives législatives dans le cadre du «paquet législatif sur les marchés numériques», dans le but d'améliorer les règles régissant les services numériques dans l'Union, à savoir, la législation sur les services numériques et la législation sur les marchés numériques. L'objectif de la législation sur les marchés numériques est d'assurer une concurrence effective sur ces marchés et, en particulier, un environnement de plateforme en ligne contestable et équitable.

Actuellement, environ 10 000 plateformes en ligne opèrent au sein de l'économie numérique européenne, la plupart étant des PME. Un petit nombre de grandes plateformes en ligne captent la plus grande part de la valeur totale générée. Leurs services couvrent une large gamme d'activités quotidiennes, y compris les services d'intermédiation en ligne tels que les places de marché en ligne, les services de réseaux sociaux en ligne, les moteurs de recherche en ligne, les systèmes d'exploitation ou les boutiques d'applications logicielles. Ces grandes plateformes jouent de plus en plus le rôle de points d'accès ou de contrôleurs d'accès entre les entreprises utilisatrices et les utilisateurs finaux. La législation sur les marchés numériques devrait s'appliquer aux services de plateforme essentiels fournis ou proposés par des contrôleurs d'accès aux entreprises utilisatrices établies dans l'Union ou aux utilisateurs finaux établis ou situés dans l'Union, quel que soit le lieu d'établissement ou de résidence des contrôleurs d'accès et quel que soit le droit par ailleurs applicable à la fourniture des services.

Rôle de la commission ECON

Bien que l'IMCO soit la commission compétente pour ce qui est de la législation sur les marchés numériques et de la législation sur les services numériques, la commission ECON s'est vu attribuer l'application de l'article 57 relatif à la législation sur les marchés numériques, avec une compétence partagée pour l'ensemble de la proposition.

Désignation des contrôleurs d'accès

La rapporteure est d'avis que le champ d'application de la législation sur les marchés numériques devrait être limité afin de garantir sa correcte application. La rapporteure s'accorde avec la Commission sur les seuils quantitatifs proposés pour cibler les contrôleurs d'accès réputés, mais également d'autres qui agissent comme un point d'accès. La rapporteure souligne la possibilité pour la Commission de désigner de nouveaux contrôleurs d'accès émergents sur la base de critères quantitatifs. La rapporteure s'accorde avec la Commission sur les seuils quantitatifs proposés. En ce qui concerne les critères qualitatifs, la rapporteure souhaite ajouter des caractéristiques d'entreprises ou de services pertinentes, telles qu'une structure d'entreprise de conglomérat ou une intégration verticale de l'entreprise fournissant des services de plateforme essentiels.

Obligations et pérennisation

La rapporteure approuve les grands principes tels qu'énoncés par la Commission aux articles 5 et 6, mais estime que ces articles doivent être clarifiés et modifiés pour:

- permettre aux entreprises utilisatrices d'offrir les mêmes produits et services au moyen de leurs propres canaux de vente en ligne directe [article 5, point b)];
- communiquer avec les utilisateurs finaux [article 5, point c)];
- étendre les services d'identification en incluant un service de paiement et un service

technique [article 5, points e) et f)], ainsi que la fourniture aux annonceurs et aux éditeurs d'un accès gratuit continu et en temps réel aux informations [article 5, point g)];

- interdire les services par défaut installés par les contrôleurs d'accès [article 6, paragraphe 1, point b)];
- étendre l'interdiction d'autopréférence à l'installation, à l'activation et au paramétrage par défaut [article 6, paragraphe 1, point d)];
- indiquer la fonctionnalité gratuitement et techniquement possible d'interopérabilité et de portabilité [article 6, paragraphe 1, point f) et h)];
- étendre les conditions équitables et non discriminatoires à tous les services de plateforme essentiels et pas seulement aux boutiques d'applications [article 6, paragraphe 1, point k)].

Rôle pour les tiers

La rapporteure souhaiterait introduire un mécanisme de notification permettant aux tiers de communiquer des informations utiles sur les pratiques des contrôleurs d'accès ainsi que sur les réalités et évolutions du marché. Ce mécanisme de notification est ouvert aux entreprises utilisatrices, aux concurrents et aux utilisateurs finaux et leur permet de faire part à la Commission ou aux autorités nationales des pratiques et comportements des contrôleurs d'accès relevant du champ d'application de cette législation.

Dialogue sur les mesures de régulation et transparence

La rapporteure est favorable à l'introduction d'un mécanisme de restitution pour garantir que les contrôleurs d'accès appliquent correctement les obligations et interdictions des articles 5 et 6. Cette obligation exigerait que les responsables rendent compte régulièrement à la Commission et décrivent, de manière transparente, les mesures prises pour mettre en œuvre leurs obligations.

Conformité

La rapporteure souhaite introduire des mesures pour assurer une conformité maximale incluant la nomination de responsables de la conformité pour chaque contrôleur d'accès avec un accès en temps réel à toutes les informations requises et permettant à la Commission de tester les mesures correctives avant leur adoption, y compris par le biais de tests A/B afin d'assurer que les mesures ne sont pas contre-productives pour les parties prenantes.

Si un contrôleur d'accès met en œuvre une nouvelle pratique qui enfreint les deux principes de l'article 10, la contestabilité et l'équité, faisant encourir des préjudices graves et immédiats, des mesures provisoires peuvent être mises en place pour lutter contre les pratiques du contrôleur d'accès en question, dans l'attente du résultat de l'enquête sur le marché.

Coopération avec les États membres

La rapporteure estime que la Commission et les États membres devraient travailler en étroite coopération et coordonner leurs mesures d'exécution. Les autorités nationales de concurrence (ANC) devraient avoir un rôle moteur sur la base des mécanismes du réseau européen de la concurrence (REC) existant. Les ANC devraient être en mesure de coopérer avec la Commission sur le partage des informations concernant les concentrations, l'enquête sur le marché pour désigner des contrôleurs d'accès, les enquêtes sur le marché portant sur un non-

respect systématique, l'enquête sur le marché portant sur les nouveaux services et les nouvelles pratiques ainsi que la demande de renseignements pour mener des entretiens et recueillir des déclarations et les pouvoirs d'effectuer des inspections sur place.

Rôle du Parlement européen

La rapporteure souligne l'importance du Parlement européen dans la législation sur les marchés numériques et demande à la Commission de fournir des mises à jour régulières sur les évaluations de l'exécution des obligations.

AMENDEMENTS

La commission des affaires économiques et monétaires invite la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs, compétente au fond, à prendre en considération les amendements suivants:

Amendement 1

Proposition de règlement Considérant 9

Texte proposé par la Commission

(9) Il n'est possible d'éviter effectivement une fragmentation du marché intérieur qu'en interdisant aux États membres d'appliquer des règles nationales spécifiques aux types d'entreprises et services couverts par le présent règlement. Dans le même temps, puisque le présent règlement vise à compléter l'application du droit de la concurrence, il convient de préciser qu'il est sans préjudice des articles 101 et 102 du TFUE, des règles de concurrence nationales correspondantes et des autres règles de concurrence nationales relatives au comportement unilatéral, qui reposent sur une évaluation individualisée des positions et du comportement sur le marché, y compris ses effets éventuels et la portée précise du comportement interdit, et qui prévoient la possibilité pour les entreprises de justifier objectivement le comportement en question par des motifs d'efficacité. *Toutefois, l'application de ces dernières règles ne devrait pas porter atteinte aux obligations imposées aux*

Amendement

(9) Il n'est possible d'éviter effectivement une fragmentation du marché intérieur qu'en interdisant aux États membres d'appliquer des règles nationales spécifiques aux types d'entreprises et services couverts par le présent règlement. Dans le même temps, puisque le présent règlement vise à compléter l'application du droit de la concurrence, il convient de préciser qu'il est sans préjudice des articles 101 et 102 du TFUE, des règles de concurrence nationales correspondantes et des autres règles de concurrence nationales relatives au comportement unilatéral, qui reposent sur une évaluation individualisée des positions et du comportement sur le marché, y compris ses effets éventuels et la portée précise du comportement interdit, et qui prévoient la possibilité pour les entreprises de justifier objectivement le comportement en question par des motifs d'efficacité. *Une application cohérente de ces règles ne peut être réalisée efficacement que si la Commission et les*

contrôleurs d'accès au titre du présent règlement ni à leur application uniforme et effective sur le marché intérieur.

États membres sont en mesure d'échanger des informations confidentielles, de travailler en collaboration étroite et de coordonner leurs mesures d'exécution, afin de garantir des résultats cohérents, effectifs et complémentaires. En outre, afin de préserver le marché intérieur, la Commission devrait être en mesure d'empêcher l'adoption de mesures nationales fondées sur des législations nationales plus strictes qui sont incompatibles avec ce règlement ou avec une décision adoptée par la Commission au titre du présent règlement.

Or. en

Amendement 2

Proposition de règlement Considérant 13

Texte proposé par la Commission

(13) En particulier, les services d'intermédiation en ligne, les moteurs de recherche en ligne, les systèmes d'exploitation, les réseaux sociaux en ligne, les services de plateformes de partage de vidéos, les services de communications interpersonnelles non fondés sur la numérotation, les services d'informatique en nuage et les services de publicité en ligne sont tous capables de toucher un grand nombre d'utilisateurs finaux comme d'entreprises, ce qui comporte un risque de pratiques commerciales déloyales. Ils devraient donc être inclus dans la définition des services de plateforme essentiels et relever du champ d'application du présent règlement. Les services d'intermédiation en ligne peuvent également opérer dans le domaine des services financiers, et ils peuvent agir en tant qu'intermédiaires ou être utilisés pour fournir des services tels que ceux énumérés de manière non exhaustive à

Amendement

(13) En particulier, les services d'intermédiation en ligne, les moteurs de recherche en ligne, **les navigateurs**, les systèmes d'exploitation, les réseaux sociaux en ligne, les services de plateformes de partage de vidéos, les services de communications interpersonnelles non fondés sur la numérotation, les services d'informatique en nuage et les services de publicité en ligne sont tous capables de toucher un grand nombre d'utilisateurs finaux comme d'entreprises, ce qui comporte un risque de pratiques commerciales déloyales. Ils devraient donc être inclus dans la définition des services de plateforme essentiels et relever du champ d'application du présent règlement. Les services d'intermédiation en ligne **devraient être inclus quelle que soit la technologie utilisée pour fournir ces services. Pour cette raison, les assistants virtuels ou à commande vocale et autres**

l'annexe II de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil³². Dans certaines circonstances, la notion d'utilisateurs finaux devrait inclure les utilisateurs qui sont habituellement considérés comme des entreprises utilisatrices, mais qui, dans une situation donnée, n'utilisent pas les services de plateforme essentiels dans le but de fournir des biens ou des services à d'autres utilisateurs finaux, telles que, à titre d'exemple, les entreprises qui dépendent des services d'informatique en nuage pour leurs propres besoins.

dispositifs connectés devraient entrer dans le champ d'application du présent règlement, que leur logiciel soit considéré comme un système d'exploitation, un service d'intermédiation en ligne ou un moteur de recherche. Les services d'intermédiation en ligne peuvent également opérer dans le domaine des services financiers, et ils peuvent agir en tant qu'intermédiaires ou être utilisés pour fournir des services tels que ceux énumérés de manière non exhaustive à l'annexe II de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil. Dans certaines circonstances, la notion d'utilisateurs finaux devrait inclure les utilisateurs qui sont habituellement considérés comme des entreprises utilisatrices, mais qui, dans une situation donnée, n'utilisent pas les services de plateforme essentiels dans le but de fournir des biens ou des services à d'autres utilisateurs finaux, telles que, à titre d'exemple, les entreprises qui dépendent des services d'informatique en nuage pour leurs propres besoins.

³² Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (JO L 241 du 17.9.2015, p. 1).

³² Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (JO L 241 du 17.9.2015, p. 1).

Or. en

Amendement 3

Proposition de règlement Considérant 20 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

***(20 bis) Les utilisateurs finaux
actifs et les entreprises utilisatrices***

devraient être définis de façon à représenter le rôle et la portée du service de plateforme essentiel concerné de manière appropriée. Afin de garantir une sécurité juridique aux contrôleurs d'accès, des éléments de ces définitions par service de plateforme essentiel devraient être exposés dans une annexe à ce présent règlement, qui devrait pouvoir être modifiée par la Commission au moyen d'un acte délégué afin de la mettre à jour en tenant compte des développements technologiques ou autres.

Or. en

Amendement 4

Proposition de règlement Considérant 23

Texte proposé par la Commission

(23) Les fournisseurs de services de plateforme essentiels qui atteignent les seuils quantitatifs, mais sont en mesure de présenter des arguments suffisamment étayés pour démontrer que, dans les circonstances dans lesquelles le service de plateforme essentiel concerné opère, ils ne satisfont pas aux exigences objectives pour être considérés comme des contrôleurs d'accès, ne devraient pas être désignés directement, mais devraient uniquement faire l'objet d'une enquête plus poussée. La charge de la preuve que la présomption découlant du respect de seuils quantitatifs ne devrait pas s'appliquer à un fournisseur spécifique incombe à ce dernier. La Commission ne devrait prendre en considération, dans son évaluation, que les éléments directement liés aux exigences à remplir pour être considéré comme un contrôleur d'accès, en d'autres termes, la question de savoir s'il s'agit d'un point d'accès majeur exploité par un fournisseur ayant une incidence considérable sur le

Amendement

(23) Les fournisseurs de services de plateforme essentiels qui atteignent les seuils quantitatifs, mais sont en mesure de présenter des arguments suffisamment étayés pour démontrer que, dans les circonstances dans lesquelles le service de plateforme essentiel concerné opère, ils ne satisfont **exceptionnellement** pas aux exigences objectives pour être considérés comme des contrôleurs d'accès, **bien qu'ils atteignent tous les seuils quantitatifs**, ne devraient pas être désignés directement, mais devraient uniquement faire l'objet d'une enquête plus poussée **de ces arguments**. La charge de la preuve **probante** que la présomption découlant du respect de seuils quantitatifs ne devrait pas s'appliquer à un fournisseur spécifique incombe à ce dernier. La Commission ne devrait prendre en considération, dans son évaluation, que les éléments directement liés aux exigences à remplir pour être considéré comme un contrôleur d'accès, en d'autres termes, la question de savoir s'il

marché intérieur, avec une position solide et durable, qu'elle soit réelle ou prévisible. Toute justification reposant sur des motifs économiques visant à démontrer des gains d'efficacité découlant d'un type particulier de comportement du fournisseur de services de plateforme essentiels devrait être rejetée, car elle n'est pas pertinente pour la désignation d'un contrôleur d'accès. La Commission devrait être en mesure de prendre une décision en se fondant sur des seuils quantitatifs lorsque le fournisseur entrave considérablement l'enquête en ne se conformant pas aux mesures d'enquête prises par la Commission.

s'agit d'un point d'accès majeur exploité par un fournisseur ayant une incidence considérable sur le marché intérieur, avec une position solide et durable, qu'elle soit réelle ou prévisible. Toute justification reposant sur des motifs économiques visant à démontrer des gains d'efficacité découlant d'un type particulier de comportement du fournisseur de services de plateforme essentiels devrait être rejetée, car elle n'est pas pertinente pour la désignation d'un contrôleur d'accès. La Commission devrait être en mesure de prendre une décision en se fondant sur des seuils quantitatifs lorsque le fournisseur entrave considérablement l'enquête en ne se conformant pas aux mesures d'enquête prises par la Commission.

Or. en

Amendement 5

Proposition de règlement Considérant 31

Texte proposé par la Commission

(31) Afin de garantir l'efficacité du réexamen du statut de contrôleur d'accès ainsi que la possibilité d'adapter la liste des services de plateforme essentiels fournis par un contrôleur d'accès, il convient que les contrôleurs d'accès informent la Commission de toutes les acquisitions prévues et conclues ***d'autres fournisseurs de services de plateforme essentiels ou de tout autre service dans le secteur numérique***. De telles informations devraient non seulement servir au processus de réexamen mentionné ci-dessus en ce qui concerne le statut des contrôleurs d'accès individuels, mais aussi fournir des renseignements cruciaux pour le suivi des tendances plus générales en matière de contestabilité dans le secteur numérique; elles peuvent par conséquent

Amendement

(31) Afin de garantir l'efficacité du réexamen du statut de contrôleur d'accès ainsi que la possibilité d'adapter la liste des services de plateforme essentiels fournis par un contrôleur d'accès, il convient que les contrôleurs d'accès informent la Commission de toutes les acquisitions prévues et conclues ***avant leur réalisation***. De telles informations devraient non seulement servir au processus de réexamen mentionné ci-dessus en ce qui concerne le statut des contrôleurs d'accès individuels, mais aussi fournir des renseignements cruciaux pour le suivi des tendances plus générales en matière de contestabilité ***sur les marchés où les contrôleurs d'accès opèrent, en particulier*** dans le secteur numérique; elles peuvent par conséquent être utilement prises en considération lors

être utilement prises en considération lors des enquêtes sur le marché prévues par le présent règlement.

des enquêtes sur le marché prévues par le présent règlement *et au titre du règlement du Conseil (CE) n° 139/2004 (le «règlement CE sur les concentrations»)*.

Or. en

Amendement 6

Proposition de règlement Considérant 33

Texte proposé par la Commission

(33) Les obligations énoncées dans le présent règlement se limitent à ce qui est nécessaire et justifié pour contrer le caractère déloyal des pratiques recensées des contrôleurs d'accès et pour garantir la contestabilité en ce qui concerne les services de plateforme essentiels fournis par les contrôleurs d'accès. En conséquence, les obligations devraient correspondre aux pratiques qui sont considérées comme déloyales compte tenu des caractéristiques du secteur numérique et qui, au vu de l'expérience acquise, dans le contrôle du respect des règles de concurrence de l'UE par exemple, ont une incidence directe particulièrement néfaste sur les entreprises utilisatrices et les utilisateurs finaux. Il est nécessaire en outre de prévoir la possibilité d'établir, avec les contrôleurs d'accès, un dialogue sur les mesures de régulation à prendre, pour adapter ces obligations susceptibles de requérir des mesures de mise en œuvre spécifiques afin de garantir leur efficacité et leur proportionnalité. Les obligations ne devraient être actualisées qu'à la suite d'une enquête rigoureuse portant sur la nature et l'incidence de pratiques spécifiques qui pourraient être à leur tour désignées, après une enquête approfondie, comme étant déloyales ou limitant la contestabilité de la même manière que les pratiques déloyales décrites dans le présent

Amendement

(33) Les obligations énoncées dans le présent règlement se limitent à ce qui est nécessaire et justifié pour contrer le caractère déloyal des pratiques recensées des contrôleurs d'accès et pour garantir la contestabilité en ce qui concerne les services de plateforme essentiels fournis par les contrôleurs d'accès. En conséquence, les obligations devraient correspondre aux pratiques qui sont considérées comme déloyales compte tenu des caractéristiques du secteur numérique et qui, au vu de l'expérience acquise, dans le contrôle du respect des règles de concurrence de l'UE par exemple, ont une incidence directe particulièrement néfaste sur les entreprises utilisatrices et les utilisateurs finaux. ***Les obligations définies dans ce règlement devraient prendre en considération la nature spécifique des services de plateforme essentiels fournis.*** Il est nécessaire en outre de prévoir la possibilité d'établir, avec les contrôleurs d'accès, un dialogue sur les mesures de régulation à prendre, pour adapter ces obligations susceptibles de requérir des mesures de mise en œuvre spécifiques afin de garantir leur efficacité et leur proportionnalité. Les obligations ne devraient être actualisées qu'à la suite d'une enquête rigoureuse portant sur la nature et l'incidence de pratiques spécifiques qui pourraient être à leur tour

règlement, tout en étant potentiellement exclues du champ d'application de l'ensemble actuel d'obligations.

désignées, après une enquête approfondie, comme étant déloyales ou limitant la contestabilité de la même manière que les pratiques déloyales décrites dans le présent règlement, tout en étant potentiellement exclues du champ d'application de l'ensemble actuel d'obligations. ***Pour améliorer l'efficacité du processus de mise à jour, la Commission devrait également utiliser le mécanisme de notification impliquant les concurrents, les entreprises utilisatrices, les utilisateurs finaux et les États membres, afin d'informer la Commission en cas de pratiques recensées.***

Or. en

Amendement 7

Proposition de règlement Considérant 36

Texte proposé par la Commission

(36) Le comportement consistant à combiner des données d'utilisateurs finaux provenant de différentes sources ou à inscrire des utilisateurs à différents services des contrôleurs d'accès confère à ces derniers des avantages potentiels en ce qui concerne l'accumulation de données, érigeant de ce fait des barrières à l'entrée. Afin d'éviter que la contestabilité des services de plateforme essentiels ne soit injustement compromise par les contrôleurs d'accès, ceux-ci devraient permettre à leurs utilisateurs finaux de choisir librement d'adhérer à de telles pratiques commerciales en proposant une autre possibilité moins personnalisée. Cette possibilité devrait couvrir toutes les sources possibles de données à caractère personnel, y compris les propres services ***des*** contrôleurs d'accès ainsi que les ***sites web de tiers, et devrait être présentée à l'utilisateur final*** de manière proactive,

Amendement

(36) Le comportement consistant à combiner des données d'utilisateurs finaux provenant de différentes sources ou à inscrire des utilisateurs à différents services des contrôleurs d'accès confère à ces derniers des avantages potentiels en ce qui concerne l'accumulation de données, érigeant de ce fait des barrières à l'entrée. Afin d'éviter que la contestabilité des services de plateforme essentiels ne soit injustement compromise par les contrôleurs d'accès, ceux-ci devraient permettre à leurs utilisateurs finaux de choisir librement d'adhérer à de telles pratiques commerciales en proposant une autre possibilité moins personnalisée, ***mais équivalente, et sans subordonner le service de plateforme essentiel ou certaines de ses fonctionnalités au consentement de l'utilisateur final au sens de l'article 6, paragraphe 1, point a) du règlement (UE) 2016/679. La possibilité***

explicite, claire et simple.

moins personnalisée ne devrait pas être différente ou de qualité inférieure comparée au service proposé aux utilisateurs finaux qui acceptent la combinaison de leurs données à caractère personnel. Cette possibilité de combinaison de données devrait couvrir toutes les sources possibles de données à caractère personnel, y compris les propres services de plateforme essentiels et d'autres services proposés par les contrôleurs d'accès ainsi que les services tiers (lorsque les données sont obtenues, par exemple, au moyen des cookies ou des boutons «J'aime» inclus sur les sites web de tiers). Lorsque le contrôleur d'accès demande le consentement, il devrait présenter une solution conviviale aux utilisateurs finaux pour qu'ils puissent donner, modifier ou révoquer leur consentement de manière proactive, explicite, claire et simple. Le consentement devrait être donné de manière claire, éclairée et spécifique par l'utilisateur final qui devrait être informé qu'un refus pourrait entraîner une offre moins personnalisée, mais que la qualité et les fonctionnalités du service de plateforme essentiel restent inchangées.

Or. en

Amendement 8

Proposition de règlement Considérant 37

Texte proposé par la Commission

(37) Du fait de leur position, les contrôleurs d'accès pourraient, dans certains cas, restreindre la capacité des entreprises utilisatrices de leurs services d'intermédiation en ligne de proposer des biens ou des services aux utilisateurs finaux à des conditions plus favorables, notamment en matière de prix, par le biais

Amendement

(37) Du fait de leur position, les contrôleurs d'accès pourraient, dans certains cas, restreindre la capacité des entreprises utilisatrices de leurs services d'intermédiation en ligne de proposer des biens ou des services aux utilisateurs finaux à des conditions plus favorables, notamment en matière de prix, par le biais

d'autres services d'intermédiation en ligne. Ces restrictions ont un effet dissuasif important sur les entreprises utilisatrices des contrôleurs d'accès en ce qui concerne leur utilisation d'autres services d'intermédiation en ligne, ce qui limite la contestabilité interplateformes, et donc le choix des utilisateurs finaux pour ce qui est des canaux d'intermédiation en ligne alternatifs. Pour que les entreprises utilisatrices des services d'intermédiation en ligne des contrôleurs d'accès puissent librement choisir d'autres services d'intermédiation en ligne, et différencier les conditions dans lesquelles elles proposent leurs produits ou services à leurs utilisateurs finaux, les contrôleurs d'accès ne devraient pas être autorisés à limiter les entreprises utilisatrices dans leur choix de différencier les conditions commerciales, y compris les prix. Une telle restriction devrait s'appliquer à toute mesure dont les effets sont équivalents, telle que l'augmentation des taux de commission **ou** le déréférencement des offres des entreprises utilisatrices.

d'autres services d'intermédiation en ligne, **leur propre interface ou canal direct**. Ces restrictions ont un effet dissuasif important sur les entreprises utilisatrices des contrôleurs d'accès en ce qui concerne leur utilisation d'autres services d'intermédiation en ligne, ce qui limite la contestabilité interplateformes, et donc le choix des utilisateurs finaux pour ce qui est **des autres canaux de distribution, y compris** des canaux d'intermédiation en ligne alternatifs. Pour que les entreprises utilisatrices des services d'intermédiation en ligne des contrôleurs d'accès puissent librement choisir d'autres services d'intermédiation en ligne, et différencier les conditions dans lesquelles elles proposent leurs produits ou services à leurs utilisateurs finaux, les contrôleurs d'accès ne devraient pas être autorisés à limiter les entreprises utilisatrices dans leur choix de différencier les conditions commerciales, y compris les prix. Une telle restriction devrait s'appliquer à toute mesure dont les effets sont équivalents, telle que l'augmentation des taux de commission, le déréférencement **ou un classement moins favorable** des offres des entreprises utilisatrices.

Or. en

Amendement 9

Proposition de règlement Considérant 37 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(37 bis) Le fait d'exiger des entreprises utilisatrices ou des utilisateurs finaux qu'ils s'abonnent ou s'enregistrent auprès d'un autre service de plateforme essentiel d'un contrôleur d'accès, comme condition d'accès, d'inscription ou d'enregistrement à un service de plateforme essentiel, fournit au contrôleur

d'accès un moyen de capter ou de rendre captifs de nouvelles entreprises utilisatrices et de nouveaux utilisateurs finaux pour ses services de plateforme essentiels en faisant en sorte que les entreprises utilisatrices ne puissent accéder au service de plateforme essentiel sans s'enregistrer ou créer un compte dans le but de recevoir un deuxième service de plateforme essentiel. Ce comportement confère également aux contrôleurs d'accès un avantage potentiel en ce qui concerne l'accumulation de données, érigeant de ce fait des barrières à l'entrée.

Or. en

Amendement 10

Proposition de règlement Considérant 40

Texte proposé par la Commission

(40) Les services d'identification revêtent une importance cruciale pour *les* entreprises utilisatrices dans la conduite de leurs activités, car ils leur permettent non seulement d'optimiser leurs services, dans la mesure autorisée par le règlement (UE) 2016/679 et la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil³³, mais aussi d'instaurer la confiance dans les transactions en ligne, conformément au droit de l'Union ou au droit national. Les contrôleurs d'accès ne devraient donc pas utiliser leur position en tant que fournisseur de services de plateforme essentiels pour exiger des entreprises utilisatrices qui dépendent d'eux qu'elles intègrent tous services *d'identification* fournis par le contrôleur d'accès lui-même dans le cadre de leur fourniture de services ou de produits aux utilisateurs finaux, si d'autres services d'identification sont à la

Amendement

(40) Les services d'identification *et de paiement* revêtent une importance cruciale pour *l'évolution économique des* entreprises utilisatrices dans la conduite de leurs activités, car ils leur permettent non seulement d'optimiser leurs services, dans la mesure autorisée par le règlement (UE) 2016/679 et la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil³³, mais aussi d'instaurer la confiance dans les transactions en ligne, conformément au droit de l'Union ou au droit national. Les contrôleurs d'accès ne devraient donc pas utiliser leur position en tant que fournisseur de services de plateforme essentiels pour exiger des entreprises utilisatrices qui dépendent d'eux qu'elles intègrent tous services *de paiement et d'identification* fournis par le contrôleur d'accès lui-même dans le cadre de leur fourniture de services ou de produits aux utilisateurs finaux, si

disposition de ces entreprises utilisatrices.

d'autres services d'identification sont à la disposition de ces entreprises utilisatrices.

³³ Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques) (JO L 201 du 31.7.2002, p. 37).

³³ Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques) (JO L 201 du 31.7.2002, p. 37).

Or. en

Amendement 11

Proposition de règlement Considérant 42

Texte proposé par la Commission

(42) Les conditions dans lesquelles les contrôleurs d'accès fournissent des services de publicité en ligne aux entreprises utilisatrices, dont les annonceurs et les éditeurs, manquent souvent de transparence et de clarté. Cette opacité est en partie liée aux pratiques de quelques plateformes, mais elle résulte aussi de la complexité même de la publicité programmatique moderne. On estime que le secteur est devenu moins transparent après l'introduction de la nouvelle législation portant sur la vie privée, et on s'attend à ce qu'il le devienne encore moins avec la suppression annoncée des cookies de tiers. Pour les annonceurs et les éditeurs, cela conduit souvent à un manque d'informations et de connaissances quant aux conditions des services de publicité qu'ils ont achetés et compromet leur capacité de se tourner vers d'autres fournisseurs de services de publicité en ligne. En outre, les coûts de la publicité en ligne sont susceptibles d'être plus élevés

Amendement

(42) Les conditions dans lesquelles les contrôleurs d'accès fournissent des services de publicité en ligne aux entreprises utilisatrices, dont les annonceurs et les éditeurs, manquent souvent de transparence et de clarté. Cette opacité est en partie liée aux pratiques de quelques plateformes, mais elle résulte aussi de la complexité même de la publicité programmatique moderne. On estime que le secteur est devenu moins transparent après l'introduction de la nouvelle législation portant sur la vie privée, et on s'attend à ce qu'il le devienne encore moins avec la suppression annoncée des cookies de tiers. Pour les annonceurs et les éditeurs, cela conduit souvent à un manque d'informations et de connaissances quant aux conditions des services de publicité qu'ils ont achetés et compromet leur capacité de se tourner vers d'autres fournisseurs de services de publicité en ligne. En outre, les coûts de la publicité en ligne sont susceptibles d'être plus élevés

que dans un environnement de plateforme plus équitable, plus transparent et contestable. Ces coûts plus élevés se répercuteront vraisemblablement dans les prix que paieront les utilisateurs finaux pour de nombreux produits et services quotidiens qui reposent sur l'utilisation de la publicité en ligne. Les obligations de transparence devraient donc exiger des contrôleurs d'accès qu'ils communiquent aux annonceurs et éditeurs à qui ils fournissent des services de publicité en ligne, sur demande et dans la mesure du possible, **les** informations nécessaires aux deux parties pour comprendre le prix payé pour chacun des différents services de publicité fournis dans le cadre de la chaîne de valeur publicitaire correspondante.

que dans un environnement de plateforme plus équitable, plus transparent et contestable. Ces coûts plus élevés se répercuteront vraisemblablement dans les prix que paieront les utilisateurs finaux pour de nombreux produits et services quotidiens qui reposent sur l'utilisation de la publicité en ligne. Les obligations de transparence devraient donc exiger des contrôleurs d'accès qu'ils communiquent aux annonceurs et éditeurs à qui ils fournissent des services de publicité en ligne, sur demande et dans la mesure du possible, **des informations de haute qualité, accessibles et en temps réel, qui sont** nécessaires aux deux parties pour comprendre le prix payé pour chacun des différents services de publicité fournis dans le cadre de la chaîne de valeur publicitaire correspondante.

Or. en

Amendement 12

Proposition de règlement Considérant 46 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(46 bis) Garantir les positions par défaut dans les principaux points d'accès de recherche d'un système d'exploitation, tels que le navigateur préinstallé, la barre de recherche de l'écran d'accueil ou l'assistant à reconnaissance vocale, peut consolider la position dominante d'un service de plateforme essentiel établi et empêcher la contestabilité des marchés numériques. Même lorsque les utilisateurs peuvent modifier manuellement la valeur par défaut, ils le font rarement, en raison d'un biais comportemental. Afin de garantir la contestabilité, les utilisateurs finaux devraient pouvoir sélectionner leur service de plateforme essentiel par défaut, par l'intermédiaire d'un menu des

préférences lorsqu'ils configurent leur appareil. Les utilisateurs finaux devraient pouvoir accéder à ce menu des préférences après la configuration de l'appareil. Un contrôleur d'accès ne devrait pas pouvoir offrir une compensation ou des avantages aux fabricants de matériel informatique ou aux opérateurs de réseau, ou les obliger à offrir son service de plateforme essentiel préinstallé ou configuré par défaut, car ces pratiques ne permettent pas aux entreprises utilisatrices de tiers de faire une offre pour la préinstallation ou pour une position par défaut.

Or. en

Amendement 13

Proposition de règlement Considérant 47

Texte proposé par la Commission

(47) Les règles fixées par les contrôleurs d'accès pour la distribution d'applications logicielles peuvent, dans certaines circonstances, restreindre la capacité des utilisateurs finaux d'installer et d'utiliser effectivement les applications logicielles ou les boutiques d'applications logicielles de tiers sur les systèmes d'exploitation ou le matériel informatique du contrôleur d'accès concerné, et restreindre également la capacité des utilisateurs finaux d'accéder à ces applications logicielles ou ces boutiques d'applications logicielles sans passer par les services de plateforme essentiels de ce contrôleur d'accès. De telles restrictions peuvent limiter la capacité des développeurs d'applications logicielles d'utiliser d'autres canaux de distribution et la capacité des utilisateurs finaux de choisir entre les différentes applications logicielles de différents canaux de distribution, et devraient être

Amendement

(47) Les règles fixées par les contrôleurs d'accès pour la distribution d'applications logicielles peuvent, dans certaines circonstances, restreindre la capacité des utilisateurs finaux d'installer et d'utiliser effectivement les applications logicielles ou les boutiques d'applications logicielles de tiers sur les systèmes d'exploitation ou le matériel informatique du contrôleur d'accès concerné, et restreindre également la capacité des utilisateurs finaux d'accéder à ces applications logicielles ou ces boutiques d'applications logicielles sans passer par les services de plateforme essentiels de ce contrôleur d'accès. De telles restrictions peuvent limiter la capacité des développeurs d'applications logicielles d'utiliser d'autres canaux de distribution et la capacité des utilisateurs finaux de choisir entre les différentes applications logicielles de différents canaux de distribution, et devraient être

interdites comme étant déloyales et susceptibles d'affaiblir la contestabilité des services de plateforme essentiels. Le contrôleur d'accès peut mettre en œuvre des mesures techniques ou contractuelles **proportionnées** dans le but d'éviter que les applications logicielles ou les boutiques d'applications logicielles de tiers ne compromettent l'intégrité du matériel informatique ou du système d'exploitation qu'il fournit, sous réserve qu'il démontre que ces mesures sont nécessaires et justifiées et qu'il n'existe aucun moyen moins restrictif de préserver cette intégrité.

interdites comme étant déloyales et susceptibles d'affaiblir la contestabilité des services de plateforme essentiels. Le contrôleur d'accès peut mettre en œuvre des mesures techniques ou contractuelles **indispensables** dans le but d'éviter que les applications logicielles ou les boutiques d'applications logicielles de tiers ne compromettent l'intégrité du matériel informatique ou du système d'exploitation qu'il fournit, sous réserve qu'il démontre que ces mesures sont nécessaires et justifiées et qu'il n'existe aucun moyen moins restrictif de préserver cette intégrité.

Or. en

Amendement 14

Proposition de règlement Considérant 48

Texte proposé par la Commission

(48) Les contrôleurs d'accès sont souvent verticalement intégrés et proposent certains produits ou services aux utilisateurs finaux par l'intermédiaire de leurs propres services de plateforme essentiels ou d'une entreprise utilisatrice sur laquelle ils exercent un contrôle, ce qui entraîne fréquemment des conflits d'intérêts. Cette situation se présente notamment lorsqu'un contrôleur d'accès propose ses propres services d'intermédiation en ligne au travers d'un moteur de recherche en ligne. Lorsqu'ils proposent leurs produits ou services dans le service de plateforme essentiel, les contrôleurs d'accès peuvent assurer une meilleure position à leur propre offre, en matière de classement, en comparaison des produits des tiers également actifs dans ce service de plateforme essentiel. Cela peut notamment se produire avec des produits ou des services, y compris d'autres services de plateforme essentiels, qui sont classés

Amendement

(48) Les contrôleurs d'accès sont souvent verticalement intégrés et proposent certains produits ou services aux utilisateurs finaux par l'intermédiaire de leurs propres services de plateforme essentiels ou d'une entreprise utilisatrice sur laquelle ils exercent un contrôle, ce qui entraîne fréquemment des conflits d'intérêts. Cette situation se présente notamment lorsqu'un contrôleur d'accès propose ses propres services d'intermédiation en ligne au travers d'un moteur de recherche en ligne. Lorsqu'ils proposent leurs produits ou services dans le service de plateforme essentiel, les contrôleurs d'accès peuvent assurer une meilleure position **ou un traitement différencié** à leur propre offre, en matière de classement, en comparaison des produits des tiers également actifs dans ce service de plateforme essentiel. Cela peut notamment se produire avec des produits ou des services, y compris d'autres services

parmi les résultats communiqués par des moteurs de recherche en ligne ou qui sont partiellement ou entièrement intégrés dans les résultats de moteurs de recherche en ligne, les groupes de résultats spécialisés dans un domaine défini, ou affichés avec les résultats d'un moteur de recherche en ligne, qui sont considérés ou utilisés par certains utilisateurs finaux comme un service distinct du moteur de recherche en ligne ou additionnel. Les applications logicielles distribuées par l'intermédiaire de boutiques d'applications logicielles, ou les produits ou services mis en avant et affichés dans le fil d'actualité d'un réseau social, ou encore les produits ou services classés parmi des résultats de recherche ou affichés sur une place de marché en ligne constituent d'autres exemples. Dans un tel contexte, le contrôleur d'accès joue un double rôle, en tant qu'intermédiaire vis-à-vis des fournisseurs tiers et en tant que fournisseur direct de ses produits ou services. En conséquence, ces contrôleurs d'accès sont en mesure de compromettre directement la contestabilité de ces produits ou services dans ces services de plateforme essentiels, au détriment des entreprises utilisatrices qui ne sont pas sous leur contrôle.

de plateforme essentiels, qui sont classés parmi les résultats communiqués par des moteurs de recherche en ligne ou qui sont partiellement ou entièrement intégrés dans les résultats de moteurs de recherche en ligne, les groupes de résultats spécialisés dans un domaine défini, ou affichés avec les résultats d'un moteur de recherche en ligne, qui sont considérés ou utilisés par certains utilisateurs finaux comme un service distinct du moteur de recherche en ligne ou additionnel. Les applications logicielles distribuées par l'intermédiaire de boutiques d'applications logicielles, ou les produits ou services mis en avant et affichés dans le fil d'actualité d'un réseau social, ou encore les produits ou services classés parmi des résultats de recherche ou affichés sur une place de marché en ligne constituent d'autres exemples. Dans un tel contexte, le contrôleur d'accès joue un double rôle, en tant qu'intermédiaire vis-à-vis des fournisseurs tiers et en tant que fournisseur direct de ses produits ou services. En conséquence, ces contrôleurs d'accès sont en mesure de compromettre directement la contestabilité de ces produits ou services dans ces services de plateforme essentiels, au détriment des entreprises utilisatrices qui ne sont pas sous leur contrôle.

Or. en

Amendement 15

Proposition de règlement Considérant 52

Texte proposé par la Commission

(52) Les contrôleurs d'accès peuvent également jouer un double rôle en tant que développeurs de systèmes d'exploitation et en tant que fabricants d'appareils, y compris les fonctionnalités techniques qu'un appareil peut avoir. Par exemple, un

Amendement

(52) Les contrôleurs d'accès peuvent également jouer un double rôle en tant que développeurs de systèmes d'exploitation et en tant que fabricants d'appareils, y compris les fonctionnalités techniques qu'un appareil peut avoir. Par exemple, un

contrôleur d'accès qui est également le fabricant d'un appareil peut restreindre l'accès à certaines des fonctionnalités de ce dernier, telles que la technologie de communication en champ proche et le logiciel utilisé pour exploiter cette technologie, qui peuvent être nécessaires à la fourniture effective d'un service accessoire par le contrôleur d'accès et par tout fournisseur tiers potentiel de tels services. De même, cet accès peut être nécessaire aux applications logicielles liées aux services accessoires concernés pour fournir effectivement des fonctionnalités similaires à celles proposées par les contrôleurs d'accès. Si ce double rôle était exercé en empêchant les autres fournisseurs de services accessoires ou d'applications logicielles d'avoir accès dans les mêmes conditions aux mêmes fonctionnalités du système d'exploitation, du matériel informatique ou du logiciel que celles qui sont disponibles ou utilisées dans le cadre de la fourniture de tous services accessoires par le contrôleur d'accès, la capacité d'innovation des fournisseurs et le choix des utilisateurs finaux à l'égard de ces services accessoires pourraient s'en trouver grandement compromis. Il convient donc d'obliger les contrôleurs d'accès à garantir l'accès dans les mêmes conditions aux mêmes fonctionnalités du système d'exploitation, du matériel informatique ou du logiciel que celles qui sont disponibles ou utilisées dans le cadre de leur fourniture de tous services accessoires, ainsi que l'interopérabilité avec ces fonctionnalités.

contrôleur d'accès qui est également le fabricant d'un appareil peut restreindre l'accès à certaines des fonctionnalités de ce dernier, telles que la technologie de communication en champ proche et le logiciel utilisé pour exploiter cette technologie, qui peuvent être nécessaires à la fourniture effective d'un service accessoire par le contrôleur d'accès et par tout fournisseur tiers potentiel de tels services. De même, cet accès peut être nécessaire aux applications logicielles liées aux services accessoires concernés pour fournir effectivement des fonctionnalités similaires à celles proposées par les contrôleurs d'accès. Si ce double rôle était exercé en empêchant les autres fournisseurs de services accessoires ou d'applications logicielles d'avoir accès dans les mêmes conditions aux mêmes fonctionnalités du système d'exploitation, du matériel informatique ou du logiciel que celles qui sont disponibles ou utilisées dans le cadre de la fourniture de tous services accessoires par le contrôleur d'accès, la capacité d'innovation des fournisseurs et le choix des utilisateurs finaux à l'égard de ces services accessoires pourraient s'en trouver grandement compromis. Il convient donc d'obliger les contrôleurs d'accès à garantir l'accès ***gratuitement*** dans les mêmes conditions aux mêmes fonctionnalités du système d'exploitation, du matériel informatique ou du logiciel que celles qui sont disponibles ou utilisées dans le cadre de leur fourniture de tous services accessoires, ainsi que l'interopérabilité avec ces fonctionnalités. ***Rien ne devrait empêcher le contrôleur d'accès de prendre des mesures indispensables pour s'assurer que les services auxiliaires tiers ne compromettent pas l'intégrité du système d'exploitation, du matériel informatique ou des logiciels qu'il fournit. Le contrôleur d'accès devrait toutefois être obligé de justifier dûment ces mesures indispensables et fournir gratuitement une autre solution d'accès et d'interopérabilité pour permettre la***

Amendement 16

Proposition de règlement Considérant 53

Texte proposé par la Commission

(53) Les conditions dans lesquelles les contrôleurs d'accès fournissent des services de publicité en ligne aux entreprises utilisatrices, dont les annonceurs et les éditeurs, manquent souvent de transparence et de clarté. Cela conduit souvent à un manque d'informations pour les annonceurs et éditeurs quant à l'effet d'une annonce publicitaire donnée. Dans le but de renforcer l'équité, la transparence et la contestabilité des services de publicité en ligne désignés au titre du présent règlement, de même que ceux qui sont pleinement intégrés à d'autres services de plateforme essentiels du même fournisseur, les contrôleurs d'accès désignés devraient, par conséquent, fournir aux annonceurs et aux éditeurs, sur demande, un accès gratuit à leurs outils de mesure de performance et aux informations nécessaires aux annonceurs, aux agences de publicité agissant pour le compte d'une entreprise de placement de publicité et aux éditeurs pour effectuer leur propre vérification indépendante de la fourniture des services de publicité en ligne concernés.

Amendement

(53) Les conditions dans lesquelles les contrôleurs d'accès fournissent des services de publicité en ligne aux entreprises utilisatrices, dont les annonceurs et les éditeurs, manquent souvent de transparence et de clarté. Cela conduit souvent à un manque d'informations pour les annonceurs et éditeurs quant à l'effet d'une annonce publicitaire donnée. Dans le but de renforcer l'équité, la transparence et la contestabilité des services de publicité en ligne désignés au titre du présent règlement, de même que ceux qui sont pleinement intégrés à d'autres services de plateforme essentiels du même fournisseur, les contrôleurs d'accès désignés devraient, par conséquent, fournir aux annonceurs et aux éditeurs, sur demande, un accès gratuit à leurs outils de mesure de performance et aux informations nécessaires, **y compris des données agrégées** aux annonceurs, aux agences de publicité agissant pour le compte d'une entreprise de placement de publicité et aux éditeurs pour effectuer leur propre vérification indépendante de la fourniture des services de publicité en ligne concernés.

Amendement 17

Proposition de règlement Considérant 57

Texte proposé par la Commission

(57) *En* particulier, les contrôleurs d'accès qui fournissent un accès aux boutiques d'applications logicielles constituent des points d'accès majeurs pour les entreprises utilisatrices qui cherchent à atteindre leurs utilisateurs finaux. Compte tenu du déséquilibre du pouvoir de négociation entre ces contrôleurs d'accès et les entreprises utilisatrices de leurs **boutiques d'applications logicielles**, ces contrôleurs d'accès ne devraient pas être autorisés à imposer des conditions générales, y compris en matière de tarification, qui seraient déloyales ou conduiraient à une différenciation injustifiée. Les conditions tarifaires ou les autres conditions générales d'accès devraient être considérées comme déloyales si elles conduisent à un déséquilibre entre les droits et les obligations des entreprises utilisatrices, si elles confèrent au contrôleur d'accès un avantage qui est disproportionné par rapport au service qu'il fournit aux entreprises utilisatrices, ou si elles entraînent un désavantage pour les entreprises utilisatrices dans la fourniture de services identiques ou similaires à ceux du contrôleur d'accès. Les critères suivants peuvent servir à évaluer l'équité des conditions générales d'accès: les prix facturés ou les conditions imposées pour des services identiques ou similaires par d'autres fournisseurs **de boutiques d'applications logicielles**; les prix facturés ou les conditions imposées par le **fournisseur de la boutique d'applications logicielles** pour des services différents, liés ou similaires, ou à différents types d'utilisateurs finaux; les prix facturés ou les conditions imposées par le **fournisseur de la boutique d'applications logicielles**

Amendement

(57) **Les services de plateforme essentiels fournis par les contrôleurs d'accès et, en particulier, par** les contrôleurs d'accès qui fournissent un accès aux boutiques d'applications logicielles constituent des points d'accès majeurs pour les entreprises utilisatrices qui cherchent à atteindre leurs utilisateurs finaux. Compte tenu du déséquilibre du pouvoir de négociation entre ces contrôleurs d'accès et les entreprises utilisatrices de leurs **services de plateforme essentiels**, ces contrôleurs d'accès ne devraient pas être autorisés à imposer des conditions générales, y compris en matière de tarification, **des conditions d'utilisation des données ou des conditions liées à l'octroi de licences sur les droits détenus par l'entreprise utilisatrice**, qui seraient déloyales ou conduiraient à une différenciation injustifiée. Les conditions tarifaires ou les autres conditions générales d'accès **ou de traitement** devraient être considérées comme déloyales si elles conduisent à un déséquilibre entre les droits et les obligations des entreprises utilisatrices, si elles confèrent au contrôleur d'accès un avantage qui est disproportionné par rapport au service qu'il fournit aux entreprises utilisatrices, ou si elles entraînent un désavantage pour les entreprises utilisatrices dans la fourniture de services identiques ou similaires à ceux du contrôleur d'accès. Les critères suivants peuvent servir à évaluer l'équité des conditions générales d'accès: les prix facturés ou les conditions imposées pour des services identiques ou similaires par d'autres fournisseurs **des services de plateforme essentiels concernés**; les prix facturés ou les conditions imposées par le **contrôleur d'accès** pour des services

pour le même service dans différentes régions géographiques; les prix facturés ou les conditions imposées par le fournisseur de la boutique d'applications logicielles pour le même service que celui que le contrôleur d'accès se propose à lui-même. Cette obligation ne devrait pas établir un droit d'accès et devrait être sans préjudice de la capacité des fournisseurs de **boutiques d'applications logicielles d'assumer** la responsabilité requise dans la lutte contre les contenus illicites et non désirés, comme le prévoit le règlement [législation sur les services numériques].

différents, liés ou similaires, ou à différents types d'utilisateurs finaux; les prix facturés ou les conditions imposées par le **contrôleur d'accès** pour le même service dans différentes régions géographiques; les prix facturés ou les conditions imposées par le fournisseur de la boutique d'applications logicielles pour le même service que celui que le contrôleur d'accès se propose à lui-même. Cette obligation ne devrait pas établir un droit d'accès et devrait être sans préjudice de la capacité des fournisseurs de **services de plateforme essentiels d'assumer** la responsabilité requise dans la lutte contre les contenus illicites et non désirés, comme le prévoit le règlement [législation sur les services numériques].

Or. en

Amendement 18

Proposition de règlement Considérant 59 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(59 bis) Dans le délai imparti pour remplir leurs obligations, les contrôleurs d'accès désignés devraient informer la Commission des mesures mises en œuvre pour remplir leurs obligations de manière effective. Ces informations devraient être mises à la disposition des tiers concernés des entreprises, tout en respectant les secrets d'affaires des contrôleurs d'accès désignés.

Or. en

Amendement 19

Proposition de règlement Considérant 64

(64) La Commission devrait examiner et apprécier si des mesures correctives comportementales ou, le cas échéant, structurelles, sont justifiées afin de veiller à ce que le contrôleur d'accès ne puisse contrarier les objectifs du présent règlement par le non-respect systématique d'au moins une des obligations qui y sont définies, **renforçant ainsi davantage sa position de contrôleur d'accès. Tel peut être le cas si la taille d'un contrôleur d'accès au sein du marché intérieur a davantage augmenté, si la dépendance économique des entreprises utilisatrices et des utilisateurs finaux vis-à-vis des services de plateforme essentiels des contrôleurs d'accès s'est davantage renforcée avec l'augmentation du nombre de ces entreprises et utilisateurs, et si la solidité accrue de sa position profite au contrôleur d'accès.** La Commission devrait donc, dans ces cas de figure, avoir le pouvoir d'imposer toute mesure corrective, qu'elle soit comportementale ou structurelle, dans le respect du principe de proportionnalité. Une mesure corrective structurelle, telle que la séparation juridique, fonctionnelle ou structurelle, y compris la cession de toute activité ou de partie de celle-ci, ne devrait être imposée que s'il n'existe pas de mesure corrective comportementale qui soit aussi efficace ou si, à efficacité égale, cette dernière s'avérerait plus lourde pour l'entreprise concernée que la mesure corrective structurelle. Les modifications apportées à la structure d'une entreprise telle qu'elle existait avant que le non-respect systématique ne soit constaté ne seraient proportionnées que s'il existe un risque important que ce non-respect systématique résulte de la structure même de l'entreprise concernée.

(64) La Commission devrait examiner et apprécier si des mesures correctives comportementales ou, le cas échéant, structurelles, sont justifiées afin de veiller à ce que le contrôleur d'accès ne puisse contrarier les objectifs du présent règlement par le non-respect systématique d'au moins une des obligations qui y sont définies. La Commission devrait donc, dans ces cas de figure, avoir le pouvoir d'imposer toute mesure corrective, qu'elle soit comportementale ou structurelle, dans le respect du principe de proportionnalité. Une mesure corrective structurelle, telle que la séparation juridique, fonctionnelle ou structurelle, y compris la cession de toute activité ou de partie de celle-ci, ne devrait être imposée que s'il n'existe pas de mesure corrective comportementale qui soit aussi efficace ou si, à efficacité égale, cette dernière s'avérerait plus lourde pour l'entreprise concernée que la mesure corrective structurelle. Les modifications apportées à la structure d'une entreprise telle qu'elle existait avant que le non-respect systématique ne soit constaté ne seraient proportionnées que s'il existe un risque important que ce non-respect systématique résulte de la structure même de l'entreprise concernée.

Or. en

Amendement 20

Proposition de règlement Considérant 65 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(65 bis) *En cas d'urgence, par le fait qu'un préjudice grave et immédiat pour les entreprises utilisatrices ou les utilisateurs finaux pourrait survenir à la suite de nouvelles pratiques susceptibles de compromettre la contestabilité des services de plateforme essentiels ou d'être déloyales, la Commission devrait pouvoir mettre en œuvre des mesures provisoires qui imposeraient temporairement des obligations au contrôleur d'accès concerné. Ces mesures provisoires devraient être limitées à ce qui est nécessaire et justifié. Elles devraient s'appliquer en attendant la conclusion de l'enquête sur le marché et la décision finale correspondante de la Commission conformément à l'article 17.*

Or. en

Amendement 21

Proposition de règlement Considérant 66 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(66 bis) *La Commission devrait fournir des mises à jour régulières au Parlement européen sur les évaluations de l'exécution des obligations énoncées aux articles 5 et 6 ainsi que sur l'éventuelle nécessité de mettre à jour les dispositions pertinentes. Lorsqu'une évaluation pourrait conduire à une proposition législative, le Parlement européen devrait envisager de recourir à sa procédure*

d'urgence, qui permet un examen parlementaire plus rapide des propositions de la Commission tout en respectant pleinement les prérogatives démocratiques du Parlement.

Or. en

Amendement 22

Proposition de règlement Considérant 67

Texte proposé par la Commission

(67) Lorsque, au cours d'une procédure pour non-respect, ou d'une enquête portant sur un non-respect systématique, un contrôleur d'accès propose à la Commission de prendre des engagements, cette dernière devrait être en mesure d'adopter une décision rendant ces engagements obligatoires pour le contrôleur d'accès concerné, si elle estime que ces engagements garantissent le respect effectif des obligations du présent règlement. ***Cette décision devrait également constater qu'il n'y a plus lieu pour la Commission d'agir.***

Amendement

(67) Lorsque, au cours d'une procédure pour non-respect, ou d'une enquête portant sur un non-respect systématique, un contrôleur d'accès propose à la Commission de prendre des engagements, cette dernière devrait être en mesure d'adopter une décision rendant ces engagements obligatoires pour le contrôleur d'accès concerné, si elle estime que ces engagements garantissent le respect effectif des obligations du présent règlement. ***Avant leur adoption, la Commission devrait disposer du pouvoir, le cas échéant, d'exiger que les engagements soient testés, notamment avec des tests A/B afin d'optimiser leur efficacité. Les engagements devraient être examinés après qu'ils ont été mis en place pendant une période appropriée. Si l'examen des engagements par la Commission révèle une conformité inefficace, la Commission devrait disposer du pouvoir d'exiger la modification ou la révocation des mesures inefficaces.***

Or. en

Amendement 23

Proposition de règlement Considérant 70

Texte proposé par la Commission

(70) La Commission devrait pouvoir demander directement aux entreprises ou associations d'entreprises de fournir toutes preuves, données et informations pertinentes. De plus, la Commission devrait être en mesure de demander tout renseignement pertinent à toute autorité publique, tout organe ou tout organisme au sein d'un État membre, ou à toute personne physique ou morale aux fins du présent règlement. Lorsqu'elles se conforment à la décision de la Commission, les entreprises sont tenues de répondre à des questions portant sur les faits et de fournir des documents.

Amendement

(70) La Commission devrait pouvoir demander directement aux entreprises ou associations d'entreprises de fournir toutes preuves, données et informations pertinentes. De plus, la Commission devrait être en mesure de demander tout renseignement pertinent à toute autorité publique, tout organe ou tout organisme au sein d'un État membre, ou à toute personne physique ou morale aux fins du présent règlement. ***Les autorités, les organismes ou les agences publics des États membres devraient avoir la possibilité, de leur propre initiative, de fournir à la Commission des informations pertinentes.*** Lorsqu'elles se conforment à la décision de la Commission, les entreprises sont tenues de répondre à des questions portant sur les faits et de fournir des documents.

Or. en

Amendement 24

Proposition de règlement Considérant 77 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(77 bis) Afin d'assurer la mise en œuvre et le respect effectifs des obligations énoncées aux articles 5 et 6 ainsi que des décisions prises en vertu des articles 7, 16, 22 et 23, la Commission devrait nommer un responsable de la conformité indépendant, chargé de contrôler quotidiennement la mise en œuvre et le respect des obligations et des mesures. Le responsable de la conformité devrait avoir accès aux informations

requis, notamment aux données et aux algorithmes, pour assurer la conformité et fournir régulièrement un retour d'information à la Commission. La Commission devrait émettre des recommandations destinées aux contrôleurs d'accès et imposer les sanctions nécessaires sur la base du retour d'information du responsable de la conformité concerné.

Or. en

Amendement 25

Proposition de règlement Article 1 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. **Le** présent règlement **établit** des règles harmonisées visant à garantir la contestabilité et l'équité des marchés dans le secteur numérique de l'Union là où des contrôleurs d'accès sont présents sur le marché.

Amendement

1. **L'objectif du** présent règlement **est de contribuer au bon fonctionnement du marché interne, en établissant** des règles harmonisées visant à garantir la contestabilité et l'équité des marchés dans le secteur numérique de l'Union là où des contrôleurs d'accès sont présents sur le marché.

Or. en

Amendement 26

Proposition de règlement Article 1 – paragraphe 5

Texte proposé par la Commission

5. Les États membres n'imposent aux contrôleurs d'accès aucune obligation supplémentaire par voie législative, réglementaire ou administrative aux fins de garantir la contestabilité et l'équité des marchés. Cela s'entend sans préjudice des règles poursuivant d'autres objectifs

Amendement

5. Les États membres n'imposent aux contrôleurs d'accès aucune obligation supplémentaire par voie législative, réglementaire ou administrative aux fins de garantir la contestabilité et l'équité des marchés. Cela s'entend sans préjudice des règles poursuivant d'autres objectifs

légitimes d'intérêt général, dans le respect du droit de l'Union. En particulier, aucune disposition du présent règlement n'empêche les États membres d'imposer aux entreprises, dont les fournisseurs de services de plateforme essentiels, des obligations compatibles avec le droit de l'Union, si ces obligations sont sans lien avec le fait que les entreprises concernées ont le statut de contrôleur d'accès au sens du présent règlement, afin de protéger les consommateurs ou de lutter contre les actes de concurrence déloyale.

légitimes d'intérêt général, dans le respect du droit de l'Union. En particulier, aucune disposition du présent règlement n'empêche les États membres d'imposer aux entreprises, dont les fournisseurs de services de plateforme essentiels, des obligations compatibles avec le droit de l'Union, si ces obligations sont sans lien avec le fait que les entreprises concernées ont le statut de contrôleur d'accès au sens du présent règlement, afin de protéger les consommateurs ou de lutter contre les actes de concurrence déloyale *et les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises.*

Or. en

Amendement 27

Proposition de règlement

Article 2 – alinéa 1 – point 2 – sous-point c bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

c bis) navigateurs;

Or. en

Amendement 28

Proposition de règlement

Article 2 – alinéa 1 – point 2 – sous-point c ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

c ter) assistants numériques;

Or. en

Amendement 29

Proposition de règlement

Article 2 – alinéa 1 – point 2 – sous-point g

Texte proposé par la Commission

g) services d’informatique en nuage,

Amendement

g) services d’informatique en nuage,
notamment les logiciels d’entreprise, les applications et les services de solutions;

Or. en

Justification

Cette définition révisée refléterait mieux la réalité de la stratégie «cloud-first» des éditeurs de logiciels B2B qui développent de plus en plus leurs services en nuage et non plus dans des locaux, avec de nouvelles conditions contractuelles et des pratiques déloyales.

Amendement 30

Proposition de règlement

Article 2 – alinéa 1 – point 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 bis) «assistant numérique»: logiciel qui répond à des ordres oraux ou écrits exprimés dans un langage non technique par les utilisateurs finaux et qui accomplit diverses tâches ou services indépendamment, ou par l’intermédiaire des systèmes informatiques, le cas échéant, pour le compte de l’utilisateur final;

Or. en

Amendement 31

Proposition de règlement

Article 2 – alinéa 1 – point 7 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

7 bis) «navigateurs»: applications logicielles indépendantes ou intégrées permettant aux utilisateurs finaux d'accéder à des informations sur le World Wide Web;

Or. en

Amendement 32

Proposition de règlement

Article 2 – alinéa 1 – point 17 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

17 bis) «concurrent au service de plateforme essentiel du contrôleur d'accès»: toute personne physique ou morale agissant à titre commercial ou professionnel qui fournit un service de plateforme essentiel dans la même catégorie que le contrôleur d'accès;

Or. en

Amendement 33

Proposition de règlement

Article 2 – alinéa 1 – point 18

Texte proposé par la Commission

Amendement

(18) «classement»: la priorité relative accordée aux biens ou services proposés par le biais de services d'intermédiation en ligne ou de services de réseaux sociaux en ligne, ou la pertinence reconnue aux résultats de recherche par les moteurs de recherche en ligne, tels qu'ils sont présentés, organisés ou communiqués, respectivement, par les fournisseurs de services d'intermédiation en ligne ou de

(18) «classement»: la priorité relative accordée aux biens ou services proposés par le biais de services d'intermédiation en ligne, **notamment les boutiques d'applications logicielles et les assistants numériques**, ou de services de réseaux sociaux en ligne, ou la pertinence reconnue aux résultats de recherche par les moteurs de recherche en ligne, tels qu'ils sont présentés, organisés ou communiqués,

services de réseaux sociaux en ligne, ou par les fournisseurs de moteurs de recherche en ligne, quels que soient les moyens technologiques utilisés pour une telle présentation, organisation ou communication;

respectivement, par les fournisseurs de services d'intermédiation en ligne, ***notamment les boutiques d'applications logicielles et les assistants numériques***, ou de services de réseaux sociaux en ligne, ou par les fournisseurs de moteurs de recherche en ligne, quels que soient les moyens technologiques utilisés pour une telle présentation, organisation ou communication;

Or. en

Amendement 34

Proposition de règlement

Article 2 – alinéa 1 – point 23 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

23 bis) «chiffre d'affaires»: le montant obtenu par une entreprise, tel que défini à l'article 5, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 139/2004;

Or. en

Amendement 35

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 1 – point c

Texte proposé par la Commission

Amendement

c) il jouit d'une position solide et durable dans ses activités ou jouira, selon toute probabilité, d'une telle position ***dans un avenir proche.***

c) il jouit d'une position solide et durable dans ses activités ou jouira, selon toute probabilité, d'une telle position.

Or. en

Amendement 36

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 3 – alinéa 1

Texte proposé par la Commission

Lorsqu'un fournisseur de services de plateforme essentiels atteint tous les seuils visés au paragraphe 2, il en informe la Commission dans **les trois** mois qui **suivent** et lui fournit les informations pertinentes visées au paragraphe 2. Cette notification inclut les informations pertinentes visées au paragraphe 2 pour chacun des services de plateforme essentiels du fournisseur qui atteint les seuils mentionnés au paragraphe 2, point b). La notification est mise à jour dès que d'autres services de plateforme essentiels remplissent individuellement les seuils visés au paragraphe 2, point b).

Amendement

Lorsqu'un fournisseur de services de plateforme essentiels atteint tous les seuils visés au paragraphe 2, il en informe la Commission dans **le** mois qui **suit** et lui fournit les informations pertinentes visées au paragraphe 2. Cette notification inclut les informations pertinentes **relatives aux seuils quantitatifs** visées au paragraphe 2 pour chacun des services de plateforme essentiels du fournisseur qui atteint les seuils mentionnés au paragraphe 2, point b). La notification est mise à jour dès que d'autres services de plateforme essentiels remplissent individuellement les seuils visés au paragraphe 2, point b).

Or. en

Amendement 37

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 4 – alinéa 1

Texte proposé par la Commission

La Commission désigne, sans retard indu et au plus tard 60 jours après avoir reçu toutes les informations mentionnées au paragraphe 3, le fournisseur de services de plateforme essentiels qui atteint tous les seuils visés au paragraphe 2 comme contrôleur d'accès, à moins que ce fournisseur ne présente, avec sa notification, des arguments suffisamment étayés pour démontrer que, dans les circonstances dans lesquelles le service de plateforme essentiel concerné est assuré, et compte tenu des éléments énumérés au paragraphe 6, il ne satisfait pas aux exigences du paragraphe 1.

Amendement

La Commission désigne, sans retard indu et au plus tard 60 jours **ouvrables** après avoir reçu toutes les informations mentionnées au paragraphe 3, le fournisseur de services de plateforme essentiels qui atteint tous les seuils visés au paragraphe 2 comme contrôleur d'accès, à moins que ce fournisseur ne présente, avec sa notification, des arguments suffisamment étayés pour démontrer que, dans les circonstances dans lesquelles le service de plateforme essentiel concerné est assuré, et compte tenu des éléments énumérés au paragraphe 6, il ne satisfait **exceptionnellement** pas aux exigences du

paragraphe 1, *bien qu'il atteigne tous les seuils visés au paragraphe 2.*

Or. en

Amendement 38

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 4 – alinéa 2

Texte proposé par la Commission

Lorsque le *contrôleur d'accès* présente des arguments suffisamment étayés pour démontrer qu'il ne satisfait pas aux exigences *du* paragraphe 1, la Commission *applique le paragraphe 6 pour apprécier si les critères mentionnés au paragraphe 1 sont remplis.*

Amendement

Lorsque le *fournisseur de services de plateforme essentiels* présente des arguments suffisamment étayés pour démontrer qu'il ne satisfait *exceptionnellement* pas aux exigences *énoncées dans le* paragraphe 1, *bien que tous les seuils visés dans le paragraphe 2 soient atteints*, la Commission *désigne ce fournisseur comme contrôleur d'accès, conformément à la procédure prévue à l'article 15, paragraphe 3, si elle conclut que le fournisseur n'était pas en mesure de démontrer que le service de plateforme essentiel concerné qu'il fournit ne satisfait pas aux exigences établies visées au* paragraphe 1.

Or. en

Amendement 39

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 4 – alinéa 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Lorsqu'un fournisseur d'un service de plateforme essentiel ne fournit pas, dans le délai fixé, les informations pertinentes nécessaires pour évaluer sa désignation comme contrôleur d'accès conformément à l'article 3, paragraphe 2, la Commission est en droit de désigner ce fournisseur

comme contrôleur d'accès sur la base des faits disponibles.

Or. en

Amendement 40

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 6 – alinéa 1

Texte proposé par la Commission

La Commission peut, conformément à la procédure prévue à l'article 15, désigner comme contrôleur d'accès tout fournisseur de services de plateforme essentiels qui satisfait à chacune des exigences visées au paragraphe 1, mais n'atteint pas chacun des seuils visés au paragraphe 2, ***ou a présenté des arguments suffisamment étayés, conformément au paragraphe 4.***

Amendement

La Commission peut, conformément à la procédure prévue à l'article 15, désigner comme contrôleur d'accès tout fournisseur de services de plateforme essentiels qui satisfait à chacune des exigences visées au paragraphe 1, mais n'atteint pas chacun des seuils visés au paragraphe 2.

Or. en

Amendement 41

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 6 – alinéa 2 – point f

Texte proposé par la Commission

f) les autres caractéristiques ***structurelles du marché.***

Amendement

f) les autres caractéristiques ***d'entreprise ou de service pertinentes, telles qu'une structure d'entreprise de conglomérat ou une intégration verticale de l'entreprise fournissant des services de plateforme essentiels, notamment permettant un interfinancement ou une combinaison de données provenant de différentes sources.***

Or. en

Amendement 42

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 6 – alinéa 4

Texte proposé par la Commission

Si le fournisseur d'un service de plateforme essentiel qui atteint les seuils quantitatifs visés au paragraphe 2 ne respecte pas de manière substantielle les mesures d'enquête ordonnées par la Commission et si ce manquement persiste après que le fournisseur a été invité à s'y conformer dans **un délai raisonnable** et à soumettre ses observations, la Commission est habilitée à désigner ce fournisseur comme contrôleur d'accès.

Amendement

Si le fournisseur d'un service de plateforme essentiel qui atteint les seuils quantitatifs visés au paragraphe 2 ne respecte pas de manière substantielle les mesures d'enquête ordonnées par la Commission **dans les deux mois** et si ce manquement persiste après que le fournisseur a été invité à s'y conformer dans **les trois mois** et à soumettre ses observations, la Commission est habilitée à désigner ce fournisseur comme contrôleur d'accès **sur la base des faits disponibles**.

Or. en

Amendement 43

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 6 – alinéa 5

Texte proposé par la Commission

Si le fournisseur d'un service de plateforme essentiel qui n'atteint pas les seuils quantitatifs visés au paragraphe 2 ne respecte pas de manière substantielle les mesures d'enquête ordonnées par la Commission et si ce manquement persiste après que le fournisseur a été invité à s'y conformer dans **un délai raisonnable** et à soumettre ses observations, la Commission est habilitée à désigner ce fournisseur comme contrôleur d'accès sur la base des faits disponibles.

Amendement

Si le fournisseur d'un service de plateforme essentiel qui n'atteint pas les seuils quantitatifs visés au paragraphe 2 ne respecte pas de manière substantielle les mesures d'enquête ordonnées par la Commission et si ce manquement persiste après que le fournisseur a été invité à s'y conformer dans **les deux mois** et à soumettre ses observations, la Commission est habilitée à désigner ce fournisseur comme contrôleur d'accès sur la base des faits disponibles.

Or. en

Amendement 44

Proposition de règlement Article 4 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. La Commission publie et tient à jour de façon continue la liste des contrôleurs d'accès et la liste des services de plateforme essentiels pour lesquels ils doivent se conformer aux obligations prévues aux articles 5 et 6.

Amendement

3. La Commission publie et tient à jour de façon continue la liste des contrôleurs d'accès et la liste des services de plateforme essentiels pour lesquels ils doivent se conformer aux obligations prévues aux articles 5 et 6, ***et elle transmet les listes ainsi que chaque mise à jour de celles-ci au Parlement européen.***

Or. en

Amendement 45

Proposition de règlement Article 5 – alinéa 1 – point a

Texte proposé par la Commission

a) s'abstient de combiner les données à caractère personnel provenant de ***ces*** services de plateforme essentiels avec les données à caractère personnel provenant de tout autre service proposé par le contrôleur d'accès, ou avec les données à caractère personnel provenant de services tiers, et d'inscrire les utilisateurs finaux à d'autres services du contrôleur d'accès dans le but de combiner des données à caractère personnel, à moins que ce choix précis n'ait été laissé à l'utilisateur final et que ce dernier ait donné son consentement au sens du règlement (UE) 2016/679; ;

Amendement

a) s'abstient de combiner les données à caractère personnel provenant de ***l'un de ses*** services de plateforme essentiels avec les données à caractère personnel provenant de tout autre service ***de plateforme essentiel ou d'autre service*** proposé par le contrôleur d'accès, ou avec les données à caractère personnel provenant de services tiers, et d'inscrire les utilisateurs finaux à d'autres services du contrôleur d'accès dans le but de combiner des données à caractère personnel, à moins que ce choix précis n'ait été laissé à l'utilisateur final et que ce dernier ait donné son consentement au sens ***de l'article 6, paragraphe 1, point a)*** du règlement (UE) 2016/679. ***Le contrôleur d'accès est en droit de se fonder sur l'article 6, paragraphe 1, point c) ou point d) du règlement (UE) 2016/679 comme base juridique, le cas échéant.***

Justification

Le consentement est requis en vertu du RGPD. Cette disposition ne doit pas conduire à une utilisation abusive du consentement par des contrôleurs d'accès qui pourraient contraindre les consommateurs à donner leur consentement pour accéder à des services de qualité.

Amendement 46

Proposition de règlement

Article 5 – alinéa 1 – point b

Texte proposé par la Commission

b) permet aux entreprises utilisatrices de proposer les mêmes produits ou services aux utilisateurs finaux par l'intermédiaire de services d'intermédiation en ligne tiers à des prix ou conditions différents de ceux qui sont proposés par les services d'intermédiation en ligne du contrôleur d'accès;

Amendement

b) permet aux entreprises utilisatrices de proposer les mêmes produits ou services aux utilisateurs finaux ***par tout autre moyen, notamment*** par l'intermédiaire de services d'intermédiation en ligne tiers ***ou par l'intermédiaire des propres canaux de vente en ligne directe des entreprises utilisatrices*** à des prix ou conditions différents de ceux qui sont proposés par les services d'intermédiation en ligne du contrôleur d'accès;

Justification

Cet amendement vise à interdire les clauses de parité étroites qui empêchent les utilisateurs de proposer de meilleurs prix, conditions et disponibilités aux utilisateurs finaux sur leur propre site web. Les clauses de parité étroites sont déjà interdites dans certains États membres de l'Union.

Amendement 47

Proposition de règlement

Article 5 – alinéa 1 – point b bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

b bis) s'abstient d'exiger des entreprises utilisatrices d'informer le contrôleur d'accès des prix ou conditions différenciés

qu'elles choisissent d'appliquer à leur propre canal de distribution ou par l'intermédiaire de services d'intermédiation en ligne tiers;

Or. en

Justification

Les entreprises utilisatrices ne devraient pas être tenues d'informer les services de plateforme essentiels des conditions ou des prix qu'elles pratiquent dans d'autres canaux de distribution. La Commission européenne avait déjà pu écarter de telles pratiques dans l'Affaire AT.40153 - Clauses de la nation la plus favorisée relatives aux livres numériques et questions connexes.

Amendement 48

**Proposition de règlement
Article 5 – alinéa 1 – point c**

Texte proposé par la Commission

c) permet aux entreprises utilisatrices de promouvoir leurs offres ***auprès des*** utilisateurs finaux ***acquis grâce au*** service de plateforme essentiel, et de conclure des contrats avec ces utilisateurs finaux, en utilisant ou non à cette fin les services de plateforme essentiels du contrôleur d'accès, et permet aux utilisateurs finaux, par l'intermédiaire des services de plateforme essentiels du contrôleur d'accès, d'accéder à des contenus, abonnements, fonctionnalités ou autres éléments et de les utiliser en se servant de l'application logicielle de l'entreprise utilisatrice, lorsque ces éléments ont été acquis par les utilisateurs finaux auprès des entreprises utilisatrices concernées sans avoir recours aux services de plateforme essentiels du contrôleur d'accès;

Amendement

c) permet aux entreprises utilisatrices de promouvoir leurs offres ***ou, autrement, de communiquer avec les*** utilisateurs finaux ***en interne ou en dehors du*** service de plateforme essentiel ***ou par d'autres canaux***, et de conclure des contrats avec ces utilisateurs finaux, en utilisant ou non à cette fin les services de plateforme essentiels du contrôleur d'accès, et permet aux utilisateurs finaux, par l'intermédiaire des services de plateforme essentiels du contrôleur d'accès, d'accéder à des contenus, abonnements, fonctionnalités ou autres éléments et de les utiliser en se servant de l'application logicielle de l'entreprise utilisatrice, lorsque ces éléments ont été acquis par les utilisateurs finaux auprès des entreprises utilisatrices concernées sans avoir recours aux services de plateforme essentiels du contrôleur d'accès;

Or. en

Justification

Cet article devrait être étendu à la communication avec les utilisateurs finaux, y compris la promotion des offres. Les contrôleurs d'accès ne doivent pas restreindre arbitrairement la manière dont certaines entreprises utilisatrices communiquent avec leurs utilisateurs. Ces restrictions les empêchent de développer leurs produits et services et d'élargir leur base d'utilisateurs. Les consommateurs doivent accéder et utiliser les contenus et services au moyen de l'application d'une entreprise utilisatrice sur la plateforme du contrôleur d'accès, même si ces services ont été acquis en dehors de la plateforme.

Amendement 49

Proposition de règlement

Article 5 – alinéa 1 – point e

Texte proposé par la Commission

e) s'abstient d'exiger des entreprises utilisatrices qu'elles utilisent, proposent ou interagissent avec un service d'identification du contrôleur d'accès dans le cadre des services qu'elles proposent en ayant recours aux services de plateforme essentiels de ce contrôleur d'accès;

Amendement

e) s'abstient d'exiger des entreprises utilisatrices qu'elles utilisent, proposent ou interagissent avec un service d'identification ***et un service de paiement, ou un service technique qui appuient la fourniture de services de paiement*** du contrôleur d'accès dans le cadre des services qu'elles proposent en ayant recours aux services de plateforme essentiels de ce contrôleur d'accès;

Or. en

Justification

Les contrôleurs d'accès ne doivent pas imposer un service d'identification, un service de paiement ou un service technique qui appuient la fourniture de services de paiement comme condition d'accès au service de plateforme essentiel. Cette interdiction concerne les liens entre les services de plateforme essentiels des contrôleurs d'accès et leurs services accessoires.

Amendement 50

Proposition de règlement

Article 5 – alinéa 1 – point g

Texte proposé par la Commission

g) ***communiquent aux annonceurs*** et

Amendement

g) ***donne à chaque annonceur*** et

éditeurs à qui il fournit des services **de publicité, à leur demande, des** informations **relatives au prix qu'ils payent**, ainsi **qu'au montant ou à la** rémunération **versés** à l'éditeur, pour la publication d'une annonce publicitaire donnée et pour chacun des services de publicité concernés fournis par le contrôleur d'accès;

éditeur à qui il fournit des services **un accès gratuit, de haute qualité et effectif aux** informations **sur le prix payé par l'annonceur ou par un intermédiaire publicitaire**, ainsi **qu'à la** rémunération **versée** à l'éditeur, pour la publication d'une annonce publicitaire donnée et pour chacun des services de publicité concernés fournis par le contrôleur d'accès;

Or. en

Justification

Les informations fournies aux éditeurs et aux annonceurs en vertu de l'obligation 5, point g) doivent être, comme c'est le cas pour ces mêmes acteurs en vertu de l'obligation 6, point g), fournies gratuitement.

Amendement 51

Proposition de règlement

Article 5 – alinéa 1 – point g bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

g bis) s'abstient de restreindre ou d'entraver la capacité des utilisateurs finaux à utiliser leur propre licence logicielle lorsqu'ils utilisent le service d'informatique en nuage du contrôleur d'accès.

Or. en

Justification

L'objectif de l'amendement est de créer une nouvelle obligation permettant aux utilisateurs d'utiliser librement leurs licences lorsqu'ils utilisent un service en nuage.

Amendement 52

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point a

Texte proposé par la Commission

a) s'abstient d'utiliser, en concurrence avec les entreprises utilisatrices de ses services de plateforme essentiels, les données quelles qu'elles soient non accessibles au public qui sont générées par **les** activités de ces entreprises utilisatrices, y compris par leurs utilisateurs finaux, ou qui sont fournies par ces entreprises utilisatrices ou par leurs utilisateurs finaux;

Amendement

a) s'abstient d'utiliser, en concurrence avec les entreprises utilisatrices de ses services de plateforme essentiels, les données quelles qu'elles soient non accessibles au public qui sont générées par **ou dans le cadre des** activités de ces entreprises utilisatrices, y compris par leurs utilisateurs finaux, **par ses services accessoires**, ou qui sont fournies par ces entreprises utilisatrices, **par ses services accessoires** ou par leurs utilisateurs finaux;

Or. en

Justification

Cet amendement vise à améliorer la segmentation des données d'un contrôleur d'accès (en étendant l'obligation aux données générées par l'utilisation de services accessoires), afin d'empêcher les contrôleurs d'accès de tirer déloyalement profit de leur double rôle de fournisseurs de services de plateforme essentiels et de concurrents des entreprises utilisant leurs services.

Amendement 53

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point b

Texte proposé par la Commission

b) permet aux utilisateurs finaux de désinstaller toute application logicielle préinstallée dans son service de plateforme essentiel, sans préjudice de la possibilité pour le contrôleur d'accès de restreindre cette désinstallation si elle concerne une application logicielle essentielle au fonctionnement du système d'exploitation ou de l'appareil et qui ne peut techniquement pas être proposée séparément par des tiers;

Amendement

b) permet aux utilisateurs finaux de désinstaller toute application logicielle préinstallée dans son service de plateforme essentiel **et s'abstient de proposer exclusivement ses propres services de plateforme essentiels en tant que services par défaut lorsque des services personnalisés équivalents remplissant la même fonction peuvent être proposés**, sans préjudice de la possibilité pour le contrôleur d'accès de restreindre cette désinstallation si elle concerne une application logicielle essentielle au fonctionnement du système d'exploitation ou de l'appareil et qui ne peut

techniquement pas être proposée
séparément par des tiers;

Or. en

Justification

La préinstallation d'applications est un cas d'autopréférence qui doit être résolu. Le paramétrage par défaut permet aux acteurs de renforcer leurs positions et de profiter de leur nature conglomérale. La possibilité de désinstallation n'est pas suffisante.

Amendement 54

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point c

Texte proposé par la Commission

c) permet l'installation et l'utilisation effective d'applications logicielles ou de boutiques d'applications logicielles de tiers utilisant, ou interopérant avec, les systèmes d'exploitation du contrôleur d'accès, et permet l'accès à ces applications logicielles ou boutiques d'applications logicielles par des moyens autres que les services de plateforme essentiels du contrôleur d'accès. Rien n'empêche le contrôleur d'accès de prendre des mesures proportionnées dans le but d'éviter que les applications logicielles ou les boutiques d'applications logicielles de tiers ne compromettent l'intégrité du matériel informatique ou du système d'exploitation qu'il fournit;

Amendement

c) permet ***et rend techniquement possible*** l'installation et l'utilisation effective d'applications logicielles ou de boutiques d'applications logicielles de tiers utilisant, ou interopérant avec, les systèmes d'exploitation du contrôleur d'accès, et permet l'accès à ces applications logicielles ou boutiques d'applications logicielles par des moyens autres que les services de plateforme essentiels du contrôleur d'accès. Rien n'empêche le contrôleur d'accès de prendre des mesures proportionnées dans le but d'éviter que les applications logicielles ou les boutiques d'applications logicielles de tiers ne compromettent l'intégrité du matériel informatique ou du système d'exploitation qu'il fournit, ***à condition que ces mesures proportionnées soient dûment justifiées;***

Or. en

Justification

Les contrôleurs d'accès ne devraient pas compromettre l'installation de services concurrents.

Amendement 55

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point d

Texte proposé par la Commission

d) s'abstient d'accorder, en matière de classement, un traitement plus favorable aux services et produits proposés par le contrôleur d'accès lui-même ou par tout tiers appartenant à la même entreprise, par rapport aux services ou produits similaires d'un tiers, et applique des conditions équitables et non discriminatoires à ce classement;

Amendement

d) s'abstient d'accorder, en matière de classement, ***d'affichage, d'installation, d'activation ou de paramétrage par défaut***, un traitement ***différent ou*** plus favorable aux services et produits proposés par le contrôleur d'accès lui-même ou par tout tiers appartenant à la même entreprise, par rapport aux services ou produits similaires d'un tiers, et applique des conditions équitables et non discriminatoires à ce classement, ***cet affichage, cette installation, cette activation ou ce paramétrage par défaut***;

Or. en

Justification

Cet amendement vise à étendre l'interdiction de l'autopréférence qui ne concerne pas seulement le classement, mais également l'installation, l'activation et le paramétrage par défaut.

Amendement 56

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point e

Texte proposé par la Commission

e) s'abstient de restreindre techniquement la capacité des utilisateurs finaux de passer et de s'abonner à d'autres applications logicielles et services accessibles par le système d'exploitation du contrôleur d'accès, y compris en ce qui concerne le choix du fournisseur d'accès à l'internet pour les utilisateurs finaux;

Amendement

e) s'abstient de restreindre techniquement la capacité des utilisateurs finaux de passer et de s'abonner à d'autres applications logicielles et services accessibles par le système d'exploitation ***ou les services d'informatique en nuage*** du contrôleur d'accès, y compris en ce qui concerne le choix du fournisseur ***de services*** d'accès à l'internet pour les utilisateurs finaux ***ou en utilisant son assistant numérique***;

Justification

Cette obligation devrait s'appliquer explicitement aux contrôleurs d'accès fournissant des services d'informatique en nuage. Cet amendement devrait permettre aux utilisateurs finaux de passer et de s'abonner à d'autres solutions logicielles accessibles au moyen du service en nuage.

Amendement 57**Proposition de règlement****Article 6 – paragraphe 1 – point f***Texte proposé par la Commission*

f) permet aux entreprises utilisatrices et aux fournisseurs de services accessoires d'accéder aux mêmes fonctionnalités du système d'exploitation, du matériel informatique ou du logiciel que celles qui sont disponibles ou utilisées dans le cadre de la fourniture de tout service accessoire **par le contrôleur d'accès**, et d'interopérer avec ces fonctionnalités;

Amendement

f) permet aux entreprises utilisatrices et aux fournisseurs de services accessoires d'accéder aux mêmes fonctionnalités du système d'exploitation, du matériel informatique ou du logiciel ***ou d'autres fonctionnalités, notamment les antennes de communication en champ proche ou la technologie relative à ces antennes***, que celles qui sont disponibles ou utilisées dans le cadre de la fourniture de tout service accessoire ***ou des fonctionnalités standard de l'industrie de ses services de plateforme de base, et d'interagir avec eux***, et d'interopérer avec ces fonctionnalités; ***dans ce cas, les conditions d'accès et d'interopérabilité sont équitables, raisonnables et non discriminatoires. Rien n'empêche le contrôleur d'accès de prendre des mesures indispensables dans le but d'éviter que les services accessoires tiers ne mettent en danger ou ne compromettent l'intégrité du système d'exploitation, du matériel informatique ou du logiciel fourni par le contrôleur d'accès, à condition que ces mesures indispensables soient dûment justifiées par le contrôleur d'accès, tout en fournissant gratuitement un autre accès et une interopérabilité pour permettre la fourniture effective de services***

accessoires;

Or. en

Justification

L'interopérabilité est un outil essentiel pour atteindre l'objectif de marchés équitables et contestables. Cet amendement vise à étendre cette obligation au-delà des services accessoires, à promouvoir une interopérabilité plus large dans la législation sur les marchés numériques, et à garantir que cette interopérabilité s'effectue dans des conditions FRAND (Fair, Reasonable and Non-Discriminatory, autrement dit Équitable, Raisonnable et Non Discriminatoire).

Amendement 58

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point g

Texte proposé par la Commission

g) fournit aux annonceurs et aux éditeurs, à leur demande et gratuitement, un accès aux outils de mesure de performance du contrôleur d'accès et aux informations qui leur sont nécessaires pour effectuer leur propre vérification indépendante de l'inventaire publicitaire;

Amendement

g) fournit aux annonceurs et aux éditeurs, ***ou aux tiers autorisés par les annonceurs et les éditeurs***, à leur demande et gratuitement, un accès ***effectif et en temps réel*** aux outils de mesure de performance du contrôleur d'accès et aux informations qui leur sont nécessaires pour effectuer leur propre vérification indépendante de l'inventaire publicitaire, ***notamment les données agrégées et les données de performance d'une manière qui permettrait aux annonceurs et aux éditeurs d'utiliser leurs propres outils de vérification et de mesure afin d'évaluer la performance des services essentiels fournis par les contrôleurs d'accès;***

Or. en

Justification

Les parties prenantes peuvent choisir d'engager des experts indépendants ou d'autres tiers de leur choix pour effectuer les vérifications nécessaires, afin de contrôler la fourniture de services de publicité en ligne par les contrôleurs d'accès.

Amendement 59

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point h

Texte proposé par la Commission

h) assure la portabilité effective des données générées par l'activité d'une entreprise utilisatrice ou d'un utilisateur final et, en particulier, fournit aux utilisateurs finaux les outils facilitant l'exercice de cette portabilité, conformément au règlement (UE) 2016/679, dont la fourniture d'un accès continu et en temps réel;

Amendement

h) assure la portabilité effective des données générées par l'activité d'une entreprise utilisatrice ou d'un utilisateur final et, en particulier, fournit ***gratuitement aux entreprises utilisatrices, aux tiers autorisés par une entreprise utilisatrice et*** aux utilisateurs finaux les outils ***techniquement accessibles*** facilitant l'exercice de cette portabilité, conformément au règlement (UE) 2016/679, dont la fourniture d'un accès continu et en temps réel;

Or. en

Amendement 60

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point i

Texte proposé par la Commission

i) procure gratuitement aux entreprises utilisatrices, ou aux tiers autorisés par les entreprises utilisatrices, un accès et une utilisation effectifs, de haute qualité, continus et en temps réel pour les données agrégées ou non agrégées fournies ou générées dans le cadre de l'utilisation des services de plateforme essentiels concernés par ces entreprises utilisatrices et par les utilisateurs finaux qui se servent des produits et services qu'elles fournissent; en ce qui concerne les données à caractère personnel, ne procure l'accès et l'utilisation que ***lorsqu'ils*** sont directement ***liés*** à l'utilisation faite par l'utilisateur final en lien avec les produits ou services que l'entreprise utilisatrice concernée fournit

Amendement

i) procure gratuitement aux entreprises utilisatrices, ou aux tiers autorisés par les entreprises utilisatrices, un accès et une utilisation effectifs, de haute qualité, continus et en temps réel pour les données agrégées ou non agrégées, ***notamment les données à caractère personnel***, fournies ou générées dans le cadre de l'utilisation des services de plateforme essentiels concernés ***ou des services accessoires proposés par le contrôleur d'accès***, par ces entreprises utilisatrices et par les utilisateurs finaux qui se servent des produits et services qu'elles fournissent; en ce qui concerne les données à caractère personnel, ne procure l'accès et l'utilisation que ***lorsque ces données*** sont

par l'intermédiaire du service de plateforme essentiel concerné, et lorsque l'utilisateur final opte pour un tel partage de données en manifestant son consentement au sens du règlement (UE) 2016/679; ;

directement **liées** à l'utilisation faite par l'utilisateur final en lien avec les produits ou services que l'entreprise utilisatrice concernée fournit par l'intermédiaire du service de plateforme essentiel concerné, et lorsque l'utilisateur final opte pour un tel partage de données en manifestant son consentement au sens du règlement (UE) 2016/679;

Or. en

Justification

Cet amendement vise à élargir l'accès aux données générées par les entreprises utilisatrices dans le cadre des services accessoires proposés par le contrôleur d'accès, afin de maximiser l'outil de portabilité des données proposé par la législation sur les marchés numériques.

Amendement 61

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point k

Texte proposé par la Commission

k) applique des conditions générales d'accès équitables et non discriminatoires pour les entreprises utilisatrices à sa boutique d'applications logicielles **désignée** en vertu de l'article 3 du présent règlement;

Amendement

k) applique des conditions générales d'accès **et de traitement** équitables et non discriminatoires pour les entreprises utilisatrices à **ses services de plateforme essentiels, notamment** sa boutique d'applications logicielles, **ses services d'informatique en nuage, ses moteurs de recherche en ligne et ses services de réseaux sociaux en ligne, désignés** en vertu de l'article 3 du présent règlement;

Or. en

Justification

Des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires (FRAND) doivent s'appliquer à tous les services de plateforme essentiels.

Amendement 62

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point k bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

k bis) fournit à ses utilisateurs finaux des conditions de licence claires, équitables et non discriminatoires, notamment concernant les frais et les redevances, en empêchant les changements importants qui limitent l'utilisation d'applications logicielles ou de services qui sont utilisés sur une plateforme de services essentiels du contrôleur d'accès ou en conjonction avec celle-ci, et en permettant l'utilisation raisonnable prévue de l'application logicielle ou des services, notamment après son transfert à un autre utilisateur final, le cas échéant.

Or. en

Justification

Les contrôleurs d'accès ne devraient pas être autorisés à imposer des conditions de licence sur l'utilisation d'applications logicielles ou de services qui sont utilisés sur une plateforme de service essentiels ou en conjonction avec celle-ci, et qui seraient ambiguës, déloyales ou discriminatoires. Conformément à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, les clients devraient également avoir le droit de revendre et de transférer leurs licences de logiciels, les vendeurs continuant à offrir une assistance et des correctifs dans des conditions équitables pour les clients qui ont légalement acquis une licence revendue.

Amendement 63

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Avant de mettre en œuvre toute modification des frais ou de la structure des frais facturés aux entreprises utilisatrices et relatifs aux obligations prévues au paragraphe 1, le contrôleur

d'accès notifie cette modification à la Commission et aux entreprises utilisatrices concernées.

Or. en

Amendement 64

Proposition de règlement

Article 7 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Dans les six mois suivant sa désignation et conformément à l'article 3, paragraphe 8, le contrôleur d'accès délivre à la Commission un rapport décrivant, de manière détaillée et transparente, les mesures mises en œuvre pour garantir le respect des obligations énoncées aux articles 5 et 6. Ce rapport est mis à jour par le contrôleur d'accès au moins une fois par an.

Or. en

Amendement 65

Proposition de règlement

Article 7 – paragraphe 1 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 ter. Dans les six mois suivant sa désignation et conformément à l'article 3, le contrôleur d'accès publie et délivre à la Commission une synthèse non confidentielle du rapport visé au paragraphe 1 bis du présent article. La Commission publie sans délai la synthèse non confidentielle du rapport. Cette synthèse non confidentielle est mise à jour chaque fois que le rapport visé au paragraphe 1 du présent article est mis à jour.

Amendement 66**Proposition de règlement
Article 7 – paragraphe 2***Texte proposé par la Commission*

2. ***Lorsque la Commission constate que les mesures que le contrôleur d'accès entend mettre en œuvre en application du paragraphe 1, ou qu'il a mises en œuvre, ne garantissent pas le respect effectif des obligations pertinentes prévues à l'article 6, elle*** peut, par voie de décision, préciser les mesures que le contrôleur d'accès concerné doit mettre en œuvre. La Commission adopte cette décision dans les six mois suivant l'ouverture de la procédure prévue à l'article 18.

Amendement

2. ***La*** Commission peut, par voie de décision, préciser les mesures que le contrôleur d'accès concerné doit mettre en œuvre ***dans le but de respecter les obligations définies à l'article 6.*** ***Lorsqu'elle adopte la décision, la Commission prend en considération les informations fournies par les tiers, les gouvernements et les autorités compétentes des États membres concernés. Ces mesures peuvent concerner l'accès aux plateformes (notamment l'interopérabilité, l'accès aux API et les normes communes); les interventions liées aux données (notamment la mobilité des données, l'accès aux données et les silos de données); les relations commerciales équitables (notamment la non-discrimination); les choix des utilisateurs finaux et des entreprises utilisatrices (notamment la conception par défaut et la conception de l'architecture de choix).*** La Commission adopte cette décision dans les six mois suivant l'ouverture de la procédure prévue à l'article 18.

Justification

La Commission doit être appuyée, le cas échéant, par des ressources et des informations afin de résoudre l'asymétrie d'information avec les contrôleurs d'accès.

Amendement 67

Proposition de règlement Article 7 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. En vue de l'adoption de la décision visée au paragraphe 2, la Commission fait part de ses constatations préliminaires dans un délai de trois mois à compter de l'ouverture de la procédure. Dans ses constatations préliminaires, la Commission explique les mesures qu'elle envisage de prendre ou que le fournisseur de services de plateforme essentiels concerné devrait prendre, selon elle, afin de donner suite de manière effective aux constatations préliminaires.

Amendement

4. En vue de l'adoption de la décision visée au paragraphe 2, la Commission fait part de ses constatations préliminaires dans un délai de trois mois à compter de l'ouverture de la procédure. Dans ses constatations préliminaires, la Commission explique les mesures qu'elle envisage de prendre ou que le fournisseur de services de plateforme essentiels concerné devrait prendre, selon elle, afin de donner suite de manière effective aux constatations préliminaires. ***Les tiers directement concernés ont la possibilité de formuler des observations sur ces constatations préliminaires.***

Or. en

Amendement 68

Proposition de règlement Article 7 – paragraphe 7

Texte proposé par la Commission

7. Un contrôleur d'accès peut solliciter l'ouverture d'une procédure conformément à l'article 18 afin que la Commission détermine si les mesures que le contrôleur d'accès entend mettre en œuvre, ou a mises en œuvre, en vertu de l'article 6 atteignent de manière effective l'objectif de l'obligation pertinente, dans les circonstances spécifiques. Il ***peut joindre*** à sa demande un mémoire motivé pour expliquer, en particulier, pourquoi les mesures qu'il entend mettre en œuvre, ou a mises en œuvre, atteignent de manière effective l'objectif de l'obligation pertinente, dans les circonstances

Amendement

7. Un contrôleur d'accès peut solliciter l'ouverture d'une procédure conformément à l'article 18 afin que la Commission détermine si les mesures que le contrôleur d'accès entend mettre en œuvre, ou a mises en œuvre, en vertu de l'article 6 atteignent de manière effective l'objectif de l'obligation pertinente, dans les circonstances spécifiques. Il ***joint*** à sa demande un mémoire motivé pour expliquer, en particulier, pourquoi les mesures qu'il entend mettre en œuvre, ou a mises en œuvre, atteignent de manière effective l'objectif de l'obligation pertinente, dans les circonstances

spécifiques.

spécifiques.

Or. en

Amendement 69

Proposition de règlement

Article 8 – paragraphe 3 – alinéa 1

Texte proposé par la Commission

Sur la demande motivée d'un contrôleur d'accès, la Commission peut suspendre provisoirement l'application de l'obligation pertinente pour un ou plusieurs services de plateforme essentiels spécifiques, préalablement à la décision visée au paragraphe 1.

Amendement

En cas d'urgence, sur la demande motivée d'un contrôleur d'accès, la Commission peut suspendre provisoirement l'application de l'obligation pertinente pour un ou plusieurs services de plateforme essentiels spécifiques, préalablement à la décision visée au paragraphe 1.

Or. en

Amendement 70

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Lorsqu'une exemption est accordée en vertu du paragraphe 1, la Commission réexamine sa décision d'exemption tous les deux ans. À la suite de ce réexamen, la Commission lève la suspension complètement ou partiellement, ou décide que les conditions du paragraphe 1 demeurent remplies.

Or. en

Amendement 71

Proposition de règlement

Article 10 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. *Les actes délégués qui mettent à jour les obligations visées aux articles 5 et 6 conformément au paragraphe 1 sont limités à:*

- a) étendre toute obligation qui s'applique à un service de plateforme essentiel spécifique ou à tout autre service de plateforme essentiel énuméré à l'article 2, point 2);*
- b) préciser les modalités de mise en œuvre des obligations des contrôleurs d'accès au titre des articles 5 et 6, notamment en intégrant aux obligations les spécifications énoncées à l'article 7, paragraphe 2;*
- c) étendre toute obligation qui identifie un certain sous-ensemble d'utilisateurs comme bénéficiaires à un tout autre sous-ensemble d'utilisateurs comme bénéficiaires;*
- d) compléter ou modifier les obligations en vue d'améliorer l'efficacité de leur application.*

Or. en

Amendement 72

Proposition de règlement

Article 11 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. Le contrôleur d'accès ne détériore ni les conditions ni la qualité de l'un quelconque des services de plateforme essentiels fournis aux entreprises utilisatrices ou aux utilisateurs finaux qui

3. Le contrôleur d'accès ne détériore ni les conditions ni la qualité de l'un quelconque des services de plateforme essentiels fournis aux entreprises utilisatrices ou aux utilisateurs finaux qui

font valoir leurs droits ou choix prévus aux articles 5 et 6, et ne rend pas l'exercice de ces droits ou choix excessivement difficile.

font valoir leurs droits ou choix prévus aux articles 5 et 6, et ne rend pas l'exercice de ces droits ou choix excessivement difficile, ***notamment par la présentation des choix de l'utilisateur final d'une façon qui n'est pas neutre ou en perturbant l'autonomie de l'utilisateur, sa prise de décision ou son choix par la structure, la fonction ou le mode de fonctionnement d'une interface utilisateur ou d'une partie connexe de celle-ci.***

Or. en

Amendement 73

Proposition de règlement

Article 12 – paragraphe 1 – alinéa 1

Texte proposé par la Commission

1. Le contrôleur d'accès informe la Commission de tout projet de concentration au sens de l'article 3 du règlement (CE) n° 139/2004 ***impliquant un autre fournisseur de services de plateforme essentiels ou de tous autres services fournis dans le secteur numérique***, que ce projet soit soumis à une obligation de notification à une autorité de concurrence de l'Union en application du règlement (CE) n° 139/2004 ou à une autorité nationale de concurrence compétente selon les règles nationales en matière de concentrations.

Amendement

1. Le contrôleur d'accès informe la Commission de tout projet de concentration au sens de l'article 3 du règlement (CE) n° 139/2004, que ce projet soit soumis à une obligation de notification à une autorité de concurrence de l'Union en application du règlement (CE) n° 139/2004 ou à une autorité nationale de concurrence compétente selon les règles nationales en matière de concentrations.

Or. en

Justification

Cette obligation d'information devrait s'appliquer à tout projet de concentration des contrôleurs d'accès.

Amendement 74

Proposition de règlement

Article 12 – paragraphe 1 – alinéa 2

Texte proposé par la Commission

Le contrôleur d'accès informe la Commission de cette concentration avant sa réalisation et après la conclusion de l'accord, la publication de l'offre publique d'achat ou d'échange ou l'acquisition d'une participation de contrôle.

Amendement

Le contrôleur d'accès informe la Commission de cette concentration **au moins deux mois** avant sa réalisation et après la conclusion de l'accord, la publication de l'offre publique d'achat ou d'échange ou l'acquisition d'une participation de contrôle.

Or. en

Amendement 75

Proposition de règlement

Article 12 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. La notification visée au paragraphe 1 indique, au moins, en ce qui concerne les cibles de l'acquisition, leur chiffre d'affaires annuel mondial et au sein de l'EEE, en ce qui concerne tous les services de plateforme essentiels concernés, leurs chiffres d'affaires annuels respectifs au sein de l'EEE, le nombre d'entreprises utilisatrices actives par an et le nombre d'utilisateurs finaux actifs par mois, de même que la justification du projet de concentration.

Amendement

2. La notification **de l'information** visée au paragraphe 1 indique, au moins, en ce qui concerne les cibles de l'acquisition, leur chiffre d'affaires annuel mondial et au sein de l'EEE, en ce qui concerne tous les services de plateforme essentiels concernés, leurs chiffres d'affaires annuels respectifs au sein de l'EEE, le nombre d'entreprises utilisatrices actives par an et le nombre d'utilisateurs finaux actifs par mois, de même que la justification du projet de concentration.

Or. en

Amendement 76

Proposition de règlement

Article 12 – paragraphe 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 bis. *La Commission met à la disposition des autorités nationales de concurrence les informations fournies en application des paragraphes 1 et 2. Tout en tenant compte de l'intérêt légitime des entreprises à protéger leurs secrets d'affaires, la Commission publie, chaque année, une liste des acquisitions fournies par les contrôleurs d'accès qui sont passées sous les seuils de notification du règlement du Conseil n° 139/2004.*

Or. en

Amendement 77

Proposition de règlement

Article 13 – alinéa 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Le contrôleur d'accès met à la disposition du public une vue d'ensemble de la description ayant fait l'objet d'un audit en tenant compte des limitations imposées par les exigences du secret d'affaires. Cette description et sa vue d'ensemble accessible au public sont mises à jour au moins une fois par an.

Or. en

Amendement 78

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 3 – point b bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

b bis) des alertes régulières sur des pratiques déloyales ont été lancées par les autorités nationales au moyen du

Amendement 79

Proposition de règlement Article 15 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Au cours d'une enquête sur le marché menée en vertu du paragraphe 1, la Commission **s'efforce de communiquer** ses constatations préliminaires au fournisseur de services de plateforme essentiels concerné dans les six mois à compter de l'ouverture de l'enquête. Dans ses constatations préliminaires, la Commission explique si elle estime, à titre provisoire, que le fournisseur de services de plateforme essentiels devrait être désigné comme contrôleur d'accès en application de l'article 3, paragraphe 6.

Amendement

2. Au cours d'une enquête sur le marché menée en vertu du paragraphe 1, la Commission **communiqu**e ses constatations préliminaires au fournisseur de services de plateforme essentiels concerné dans les six mois à compter de l'ouverture de l'enquête. Dans ses constatations préliminaires, la Commission explique si elle estime, à titre provisoire, que le fournisseur de services de plateforme essentiels devrait être désigné comme contrôleur d'accès en application de l'article 3, paragraphe 6.

Amendement 80

Proposition de règlement Article 15 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. Lorsque le fournisseur de services de plateforme essentiels atteint les seuils fixés à l'article 3, paragraphe 2, mais qu'il a présenté des arguments très étayés en vertu de l'article 3, paragraphe 4, la Commission **s'efforce de conclure** l'enquête sur le marché dans les cinq mois à compter de l'ouverture de l'enquête sur le marché par voie de décision prise en application du paragraphe 1. Dans ce cas, la Commission s'efforce de communiquer

Amendement

3. Lorsque le fournisseur de services de plateforme essentiels atteint les seuils fixés à l'article 3, paragraphe 2, mais qu'il a présenté des arguments très étayés en vertu de l'article 3, paragraphe 4, la Commission **conclut** l'enquête sur le marché dans les cinq mois à compter de l'ouverture de l'enquête sur le marché par voie de décision prise en application du paragraphe 1. Dans ce cas, la Commission s'efforce de communiquer au fournisseur

au fournisseur de services de plateforme essentiels ses constatations préliminaires visées au paragraphe 2 dans les trois mois à compter de l'ouverture de l'enquête.

de services de plateforme essentiels ses constatations préliminaires visées au paragraphe 2 dans les trois mois à compter de l'ouverture de l'enquête.

Or. en

Amendement 81

Proposition de règlement Article 15 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. Lorsque la Commission, en vertu de l'article 3, paragraphe 6, désigne comme contrôleur d'accès un fournisseur de services de plateforme essentiels qui ne jouit pas encore d'une position solide et durable dans ses activités, mais devrait en jouir ***dans un avenir proche***, elle ***ne*** déclare applicables à ce contrôleur d'accès ***que*** les obligations énoncées ***à l'article 5, point b), et à l'article 6, paragraphe 1, points e), f), h) et i),*** telles qu'elles sont précisées dans la décision de désignation. La Commission ne déclare applicables que les obligations appropriées et nécessaires pour empêcher le contrôleur d'accès concerné d'acquérir, par des moyens déloyaux, une position solide et durable dans ses activités. La Commission réexamine cette désignation conformément à la procédure prévue à l'article 4.

Amendement

4. Lorsque la Commission, en vertu de l'article 3, paragraphe 6, désigne comme contrôleur d'accès un fournisseur de services de plateforme essentiels qui ne jouit pas encore d'une position solide et durable dans ses activités, mais devrait en jouir, elle déclare applicables à ce contrôleur d'accès les obligations ***spécifiques*** énoncées ***aux articles 5 et 6,*** telles qu'elles sont précisées dans la décision de désignation. La Commission ne déclare applicables que les obligations appropriées et nécessaires pour empêcher le contrôleur d'accès concerné d'acquérir, par des moyens déloyaux, une position solide et durable dans ses activités. La Commission réexamine cette désignation conformément à la procédure prévue à l'article 4.

Or. en

Amendement 82

Proposition de règlement Article 16 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Lorsqu'il ressort de l'enquête sur le

Amendement

1. Lorsqu'il ressort de l'enquête sur le

marché qu'un contrôleur d'accès a systématiquement contrevenu **aux** obligations prévues aux articles 5 et 6 **et qu'il a encore renforcé ou étendu sa position de contrôleur d'accès au regard des caractéristiques mentionnées à l'article 3, paragraphe 1**, la Commission peut, par voie de décision adoptée conformément à la procédure consultative visée à l'article 32, paragraphe 4, imposer à ce contrôleur d'accès toute mesure corrective comportementale ou structurelle qui soit proportionnée à l'infraction commise et nécessaire pour garantir le respect du présent règlement. La Commission **conclut** son enquête en adoptant une décision dans les douze mois à compter de l'ouverture de l'enquête sur le marché.

marché qu'un contrôleur d'accès a systématiquement contrevenu **une ou plusieurs** obligations prévues aux articles 5 et 6, la Commission peut, par voie de décision adoptée conformément à la procédure consultative visée à l'article 32, paragraphe 4, imposer à ce contrôleur d'accès toute mesure corrective comportementale ou structurelle qui soit proportionnée à l'infraction commise et nécessaire pour garantir le respect du présent règlement. La Commission **a le droit, le cas échéant, d'exiger que les mesures correctives soient testées avant leur adoption afin d'optimiser leur efficacité. La Commission conclut** son enquête en adoptant une décision dans les douze mois à compter de l'ouverture de l'enquête sur le marché.

Or. en

Amendement 83

Proposition de règlement Article 16 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. Un contrôleur d'accès est réputé avoir systématiquement contrevenu aux obligations prévues aux articles 5 et 6 lorsque la Commission a émis au moins **trois** décisions constatant un manquement ou infligeant des amendes, au titre des articles 25 et 26 respectivement, à l'encontre d'un contrôleur d'accès en ce qui concerne l'un quelconque de ses services de plateforme essentiels au cours d'une période de cinq ans ayant précédé l'adoption de la décision d'ouverture d'une enquête sur le marché en vue de l'adoption éventuelle d'une décision selon le présent article.

Amendement

3. Un contrôleur d'accès est réputé avoir systématiquement contrevenu aux obligations prévues aux articles 5 et 6 lorsque la Commission a émis au moins **deux** décisions constatant un manquement ou infligeant des amendes, au titre des articles 25 et 26 respectivement, à l'encontre d'un contrôleur d'accès en ce qui concerne l'un quelconque de ses services de plateforme essentiels au cours d'une période de cinq ans ayant précédé l'adoption de la décision d'ouverture d'une enquête sur le marché en vue de l'adoption éventuelle d'une décision selon le présent article.

Or. en

Amendement 84

Proposition de règlement Article 16 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. Un contrôleur d'accès est réputé avoir renforcé ou étendu davantage sa position de contrôleur d'accès au regard des caractéristiques mentionnées à l'article 3, paragraphe 1, lorsque son incidence sur le marché intérieur s'est encore accrue, que son importance en tant que point d'accès permettant aux entreprises utilisatrices d'atteindre les utilisateurs finaux a encore augmenté ou que le contrôleur d'accès jouit d'une position encore plus solide et plus durable dans ses activités.

Amendement

supprimé

Or. en

Amendement 85

Proposition de règlement Article 19 – paragraphe 5 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

5 bis. La Commission transmet, sans délai, une copie de la simple demande ou de la décision sollicitant des informations, conformément au paragraphe 1, à l'autorité nationale de concurrence de l'État membre sur le territoire duquel se trouve le principal établissement de l'entreprise ou de l'association d'entreprises.

Amendement

Or. en

Amendement 86

Proposition de règlement Article 19 – paragraphe 6

Texte proposé par la Commission

6. À la demande de la Commission, **les gouvernements et** les autorités des États membres fournissent à la Commission tous les renseignements nécessaires à l’accomplissement des tâches qui lui sont assignées par le présent règlement.

Amendement

6. À la demande de la Commission, **ou de leur propre initiative,** les autorités **compétentes au sein** des États membres fournissent à la Commission tous les renseignements nécessaires à l’accomplissement des tâches qui lui sont assignées par le présent règlement.

Or. en

Amendement 87

Proposition de règlement Article 21 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Les inspections sur place peuvent également être effectuées avec le concours d’auditeurs ou d’experts nommés par la Commission en vertu de l’article 24, paragraphe 2.

Amendement

2. Les inspections sur place peuvent également être effectuées avec le concours d’auditeurs ou d’experts nommés par la Commission en vertu de l’article 24, paragraphe 2, **ainsi que d’auditeurs ou d’experts des autorités nationales de concurrence du pays d’établissement des locaux concernés.**

Or. en

Amendement 88

Proposition de règlement Article 21 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 21 bis

Mécanisme de notification pour les entreprises utilisatrices et les utilisateurs

finaux

- 1. Les entreprises utilisatrices, les concurrents et les utilisateurs finaux des services de plateforme essentiels peuvent signaler à la Commission ou aux régulateurs nationaux toute pratique ou tout comportement des contrôleurs d'accès qui relève du champ d'application du présent règlement, notamment le non-respect de celui-ci. La Commission et les États membres communiquent mutuellement de ces rapports.*
- 2. La Commission fixe ses priorités pour la tâche d'examen des rapports visés au paragraphe 1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 du présent article et de l'article 33, la Commission peut choisir de ne pas examiner un rapport au motif qu'elle ne le considère pas comme une priorité d'exécution.*
- 3. Lorsque la Commission considère qu'un rapport constitue une priorité d'exécution, elle peut ouvrir une procédure en vertu de l'article 18 ou une étude de marché en vertu de l'article 14.*
- 4. Sans préjudice de l'article 33, un État membre peut demander au comité consultatif en matière de marchés numériques d'adopter un avis afin de déterminer si un ou plusieurs rapports devraient être considérés comme une priorité d'exécution. L'avis peut demander à la Commission d'ouvrir une procédure en vertu de l'article 18 ou une enquête sur le marché en vertu de l'article 14. Le comité consultatif adopte un avis dans un délai d'un mois. Dans son avis, il indique les raisons pour lesquelles le rapport est considéré comme étant, ou non, une priorité d'exécution. Si le rapport considère qu'il s'agit d'une priorité d'exécution, la Commission examine dans un délai de quatre mois s'il existe des motifs raisonnables pour ouvrir une telle enquête. Lorsque la Commission ne donne pas suite à la demande du comité consultatif, elle indique les raisons*

pour lesquelles elle n'ouvre pas une procédure au titre de l'article 18 ou une étude de marché au titre de l'article 14.

Or. en

Amendement 89

Proposition de règlement Article 22 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. En cas d'urgence justifiée par le fait qu'un préjudice grave et **irréparable** risque d'être causé aux entreprises utilisatrices ou aux utilisateurs finaux des contrôleurs d'accès, la Commission peut, par une décision adoptée conformément à la procédure consultative visée à l'article 32, paragraphe 4, ordonner des mesures provisoires à l'encontre d'un contrôleur d'accès sur la base d'un constat prima facie d'infraction aux articles 5 ou 6.

Amendement

1. En cas d'urgence justifiée par le fait qu'un préjudice grave et **immédiat** risque d'être causé aux entreprises utilisatrices ou aux utilisateurs finaux des contrôleurs d'accès, la Commission peut, par une décision adoptée conformément à la procédure consultative visée à l'article 32, paragraphe 4, ordonner des mesures provisoires à l'encontre d'un contrôleur d'accès sur la base d'un constat prima facie d'infraction aux articles 5 ou 6.

Or. en

Amendement 90

Proposition de règlement Article 22 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. En cas d'urgence justifiée par le fait qu'un préjudice grave et immédiat pour les entreprises utilisatrices ou les utilisateurs finaux pourrait survenir à la suite de nouvelles pratiques mises en œuvre par un ou plusieurs contrôleurs d'accès, susceptibles de compromettre la contestabilité des services de plateforme essentiels ou d'être déloyales au sens de l'article 10, paragraphe 2, la Commission peut, par décision adoptée conformément

à la procédure consultative visée à l'article 32, paragraphe 4, ordonner des mesures provisoires à l'encontre des contrôleurs d'accès concernés afin d'éviter la matérialisation de ce risque.

Or. en

Amendement 91

Proposition de règlement Article 22 – paragraphe 2 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 ter. Une décision en vertu du paragraphe 2 bis ne peut être adoptée que dans le cadre d'une enquête sur le marché en vertu de l'article 17 et dans les six mois suivant l'ouverture d'une telle enquête. Les mesures provisoires s'appliquent pour une durée déterminée et, en tout état de cause, sont remplacées par les nouvelles obligations qui peuvent résulter de la décision finale de l'enquête sur le marché conformément à l'article 17.

Or. en

Amendement 92

Proposition de règlement Article 23 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. Si, au cours d'une procédure prévue par les articles 16 ou 25, le contrôleur d'accès concerné propose de prendre des engagements pour les services de plateforme essentiels en cause afin de garantir le respect des obligations énoncées aux articles 5 et 6, la Commission peut, par voie de décision adoptée conformément à la procédure consultative visée à

1. Si, au cours d'une procédure prévue par les articles 16 ou 25, le contrôleur d'accès concerné propose de prendre des engagements pour les services de plateforme essentiels en cause afin de garantir le respect des obligations énoncées aux articles 5 et 6, la Commission peut, par voie de décision adoptée conformément à la procédure consultative visée à

l'article 32, paragraphe 4, rendre ces engagements obligatoires pour ce contrôleur d'accès et déclarer qu'il n'y a plus lieu d'agir.

l'article 32, paragraphe 4, rendre ces engagements obligatoires pour ce contrôleur d'accès et déclarer qu'il n'y a plus lieu d'agir. ***La Commission a le droit, le cas échéant, d'exiger que les engagements soient testés afin d'optimiser leur efficacité.***

Or. en

Amendement 93

Proposition de règlement

Article 23 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. La Commission examine régulièrement les engagements quant à leur finalité et si, après enquête, elle constate qu'ils ne sont pas effectifs, elle a le droit d'exiger la modification des engagements ou à les révoquer si nécessaire.

Or. en

Amendement 94

Proposition de règlement

Article 24 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. La Commission ***peut prendre*** les mesures nécessaires pour contrôler la mise en œuvre et le respect effectifs des obligations prévues aux articles 5 et 6 et des décisions prises en vertu des articles 7, 16, 22 et 23.

1. La Commission ***prend*** les mesures nécessaires pour contrôler la mise en œuvre et le respect effectifs des obligations prévues aux articles 5 et 6 et des décisions prises en vertu des articles 7, 16, 22 et 23.

Or. en

Amendement 95

Proposition de règlement Article 24 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Les mesures visées au paragraphe 1 peuvent comprendre la nomination d'experts et d'auditeurs externes indépendants pour aider la Commission à contrôler les obligations et mesures et lui apporter une expertise et des connaissances spécifiques.

Amendement

2. Les mesures visées au paragraphe 1 peuvent comprendre la nomination d'experts et d'auditeurs externes indépendants, ***notamment des autorités nationales et indépendantes compétentes*** pour aider la Commission à contrôler les obligations et mesures et lui apporter une expertise et des connaissances spécifiques. ***Ces actions peuvent inclure, entre autres, l'accès aux algorithmes, afin de garantir le respect des articles 5 et 6.***

Or. en

Amendement 96

Proposition de règlement Article 24 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Afin de garantir quotidiennement une participation directe, la Commission désigne un responsable de la conformité, financé par le contrôleur d'accès concerné, pour superviser la mise en œuvre et le respect des obligations et des mesures. Le responsable s'acquitte de ses tâches sous la supervision de la Commission et suit tout ordre ou instruction donné par la Commission.

Or. en

Amendement 97

Proposition de règlement Article 24 – paragraphe 2 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 ter. *La Commission est habilitée à adopter un acte délégué conformément à l'article 34, qui précise le mandat que les responsables de la conformité remplissent ainsi que les obligations des contrôleurs d'accès de fournir des informations à ces responsables et de coopérer avec eux.*

Or. en

Amendement 98

Proposition de règlement Article 25 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Avant d'adopter la décision visée au paragraphe 1, la Commission fait part de ses constatations préliminaires au contrôleur d'accès concerné. Dans ses constatations préliminaires, la Commission explique les mesures qu'elle envisage de prendre ou que le contrôleur d'accès devrait prendre, selon elle, afin de donner suite de manière effective aux constatations préliminaires.

Amendement

2. Avant d'adopter la décision visée au paragraphe 1, la Commission fait part de ses constatations préliminaires au contrôleur d'accès concerné. Dans ses constatations préliminaires, la Commission explique les mesures qu'elle envisage de prendre ou que le contrôleur d'accès devrait prendre, selon elle, afin de donner suite de manière effective aux constatations préliminaires. ***La Commission tient compte de l'avis des tiers concernés, tels que les utilisateurs finaux ou les entreprises utilisatrices, avant d'adopter une décision.***

Or. en

Amendement 99

Proposition de règlement Article 26 – paragraphe 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

1. Dans la décision prise en

Amendement

1. Dans la décision prise en

application de l'article 25, la Commission peut infliger à un contrôleur d'accès des amendes jusqu'à concurrence de 10 % de son chiffre d'affaires total réalisé au cours de l'exercice précédent lorsqu'elle constate que le contrôleur d'accès, de propos délibéré ou par négligence, ne respecte pas:

application de l'article 25, la Commission peut infliger à un contrôleur d'accès des amendes jusqu'à concurrence de 10 % de son chiffre d'affaires **mondial** total réalisé au cours de l'exercice précédent lorsqu'elle constate que le contrôleur d'accès, de propos délibéré ou par négligence, ne respecte pas:

Or. en

Amendement 100

Proposition de règlement

Article 26 – paragraphe 1 – point e bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

e bis) l'obligation de fournir, dans un délai imparti, les renseignements requis pour l'appréciation de sa désignation comme contrôleur d'accès en vertu de l'article 3, paragraphe 2, ou fournir des renseignements inexacts ou dénaturés;

Or. en

Amendement 101

Proposition de règlement

Article 26 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

Amendement

a) ne fournissent pas, ***dans le délai imparti***, les renseignements ***requis pour l'appréciation de leur désignation comme contrôleurs d'accès*** en vertu de l'article 3, paragraphe 2, ***ou fournissent des renseignements inexacts, incomplets ou dénaturés;***

a) ne fournissent pas les renseignements ***complets*** en vertu de l'article 3, paragraphe 2;

Or. en

Amendement 102

Proposition de règlement

Article 26 – paragraphe 4 – alinéa 4

Texte proposé par la Commission

La responsabilité financière de chaque entreprise en ce qui concerne le paiement de l'amende ne peut excéder 10 % de son chiffre d'affaires total réalisé au cours de l'exercice précédent.

Amendement

La responsabilité financière de chaque entreprise en ce qui concerne le paiement de l'amende ne peut excéder 10 % de son chiffre d'affaires **mondial** total réalisé au cours de l'exercice précédent.

Or. en

Amendement 103

Proposition de règlement

Article 30 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Si la Commission l'estime nécessaire, elle peut également entendre d'autres personnes physiques ou morales avant de prendre la décision prévue au paragraphe 1.

Or. en

Amendement 104

Proposition de règlement

Article 31 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. Les informations recueillies par application des articles 3, **12**, 13, 19, 20 et 21 ne sont utilisées qu'aux fins du présent règlement.

1. Les informations recueillies par application des articles 3, 13, 19, 20 et 21 ne sont utilisées qu'aux fins du présent règlement.

Or. en

Justification

Les ANC devraient pouvoir utiliser les informations de l'article 12 pour se référer à la COM si nécessaire par le biais de l'article 22 du règlement de l'Union sur les concentrations.

Amendement 105

Proposition de règlement Article 31 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 31 bis

Coopération et coordination avec les États membres

- 1. Conformément aux principes énoncés à l'article 1 et sous réserve de l'article 32 bis, la Commission est le seul décideur en ce qui concerne l'application correcte du présent règlement. Afin de garantir une application effective et une mise en œuvre cohérente, la Commission est appuyée de toutes les manières possibles par l'expertise des autorités nationales compétentes.***
- 2. La Commission et les États membres travaillent en étroite coopération et coordonnent leurs mesures d'exécution pour assurer une application cohérente, efficace et complémentaire des instruments juridiques disponibles appliqués aux contrôleurs d'accès au sens du présent règlement.***
- 3. Les autorités nationales ne prennent pas de décisions qui sont incompatibles avec une décision adoptée par la Commission en vertu du présent règlement.***
- 4. La Commission et les autorités compétentes des États membres chargées de l'application des règles visées à l'article 1^{er}, paragraphe 6, ont le pouvoir de s'échanger des informations sur toute question de fait ou de droit, notamment des informations confidentielles.***

5. *Les informations échangées en vertu du paragraphe 3 du présent article ne sont échangées et utilisées qu'aux fins de la coordination de l'application du présent règlement et des règles visées à l'article 1^{er}, paragraphe 6.*

6. *Les autorités nationales compétentes peuvent signaler à la Commission toute pratique ou tout comportement des contrôleurs d'accès qui relève du champ d'application du présent règlement. La Commission et les États membres communiquent mutuellement de ces rapports.*

7. *Les autorités compétentes des États membres qui appliquent les règles visées à l'article 1^{er}, paragraphe 6, peuvent consulter la Commission sur toute question relative à l'application du présent règlement.*

Or. en

Amendement 106

Proposition de règlement Article 32 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. La Commission est assistée par le comité consultatif en matière de marchés numériques. Ledit comité est un comité au sens du règlement (UE) n° 182/2011.

Amendement

1. La Commission est assistée par le comité consultatif en matière de marchés numériques. Ledit comité est un comité au sens du règlement (UE) n° 182/2011. *Le comité consultatif sur le numérique peut créer un groupe d'experts techniques qui peut être consulté sur une base ad hoc et qui comprendra les autorités et régulateurs nationaux concernés, notamment les autorités nationales de concurrence, les autorités nationales de régulation et autres autorités compétentes telles que les régulateurs des télécommunications, les organisations de consommateurs, les autorités de protection des données et les régulateurs*

Amendement 107

**Proposition de règlement
Article 32 bis (nouveau)**

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 32 bis

***Coopération avec les autorités nationales
de concurrence***

- 1. La Commission applique les dispositions du présent règlement en étroite coopération avec les autorités nationales de concurrence, agissant au sein du réseau européen de la concurrence tel que défini à l'article 2, point 5), de la directive (UE) 2019/1 du Parlement européen et du Conseil, conformément aux dispositions du présent article. Elle utilise, en particulier et le cas échéant, le système de réseau européen de la concurrence visé à l'article 33 de ladite directive pour l'échange d'informations.***
- 2. À la demande de la Commission, les autorités nationales de concurrence coopèrent à l'application des articles 12, 15, 16 et 17.***
- 3. Lorsque la Commission leur demande de prêter leur concours à une enquête en vertu du paragraphe 2 du présent article, les autorités de concurrence des États membres sont habilitées à appliquer, mutatis mutandis, les pouvoirs de la Commission énoncés aux articles 19, 20 et 21.***
- 4. Les autorités de concurrence des États membres sont habilitées à exercer les pouvoirs conférés à la Commission par l'article 24.***
- 5. Lorsqu'elle demande à une***

autorité de concurrence de coopérer conformément au paragraphe 2, la Commission transmet à cette autorité de concurrence des copies des documents les plus importants qu'elle a recueillis en vue de l'application des articles 15, 16 et 17. Si l'autorité de concurrence d'un État membre en fait la demande, la Commission lui fournit une copie des autres documents existants qui sont nécessaires à l'appréciation de l'affaire. Lorsqu'elle décide de demander à une autorité de concurrence de coopérer, la Commission peut tenir compte de l'importance du marché national pour le contrôleur d'accès concerné.

6. Lorsqu'elles agissent conformément au paragraphe 3, les autorités de concurrence des États membres informent la Commission par écrit avant et sans délai après le début de la première mesure formelle d'enquête. Ces informations peuvent aussi être mises à la disposition des autorités de concurrence des autres États membres.

7. L'autorité de concurrence qui agit met à la disposition de la Commission toute information qu'elle reçoit dans l'exercice des pouvoirs visés au paragraphe 3. Les informations fournies à la Commission peuvent être mises à la disposition des autorités de concurrence des autres États membres. Les autorités nationales de concurrence peuvent également échanger les informations nécessaires à l'évaluation d'un cas qu'elles traitent en vertu du présent règlement.

8. Les autorités de concurrence des États membres peuvent consulter la Commission sur tout cas impliquant l'application du droit de l'Union.

Or. en

Amendement 108

Proposition de règlement Article 33 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Lorsque trois États membres ou plus sollicitent auprès de la Commission l'ouverture d'une enquête, prévue par l'article 15, car il existe, selon eux, des motifs raisonnables de soupçonner qu'un fournisseur de services de plateforme essentiels devrait être désigné comme contrôleur d'accès, la Commission examine dans un délai de quatre mois s'il existe des motifs raisonnables pour ouvrir une telle enquête.

Amendement

1. Lorsque trois États membres ou plus sollicitent auprès de la Commission l'ouverture d'une enquête, ***en vertu des articles 15, 16 et 17, ou le début d'une procédure à l'égard d'un éventuel non-respect*** prévue par l'article 25, car il existe, selon eux, des motifs raisonnables de soupçonner qu'un fournisseur de services de plateforme essentiels devrait être désigné comme contrôleur d'accès ***ou que ce contrôleur d'accès ne respecte pas ses obligations, ou qu'ils considèrent que ces nouveaux services ou ces nouvelles pratiques devraient relever du champ d'application de ce présent règlement***, la Commission examine dans un délai de quatre mois s'il existe des motifs raisonnables pour ouvrir une telle enquête.

Or. en

Justification

La demande d'enquête sur le marché des États membres devrait être étendue aux nouveaux services et aux nouvelles pratiques ainsi qu'au non-respect.

Amendement 109

Proposition de règlement Article 38 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Au plus tard ***le JJ/MM/AAAA***, et tous les ***trois*** ans par la suite, la Commission évalue le présent règlement et fait rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen.

Amendement

1. Au plus tard ***deux ans et trois mois après la date d'entrée en vigueur du présent règlement***, et tous les ***deux*** ans par la suite, la Commission évalue le présent règlement et fait rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen. ***En ce qui***

concerne les obligations énoncées aux articles 5 et 6, la Commission procède à une évaluation au plus tard douze mois après l'entrée en vigueur du présent règlement, puis tous les douze mois.

Or. en

Amendement 110

Proposition de règlement

Article 39 – paragraphe 2 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

2. Le présent règlement entre en application **six** mois après son entrée en vigueur.

Amendement

2. Le présent règlement entre en application **trois** mois après son entrée en vigueur.

Or. en